

SALE GUERRE IMPÉRIALISTE AU TCHAD

(Voir page 12)

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LÉNINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 30
JEUDI 16 OCTOBRE 1969

LA CRISE S'ACCENTUE, LA COMBATIVITÉ DES TRAVAILLEURS GRANDIT
ASSEZ D'ACTIONS DISPERSÉES !
OUVRIERS, PETITS PAYSANS, COMMERCANTS ARTISANS, ET ETUDIANTS



UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **HUTCHINSON A MONTARGIS** : chaque jour des meetings rassemblent grévistes et lock-outés, depuis le 23 septembre. 1 000 travailleurs de quatre ateliers ont été lock-outés.
- **ENTREPRISES TEXTILES DE LA VALLEE DE LYS (NORD)** : 6 000 à 7 000 ouvriers d'une quinzaine d'entreprises sont en grève depuis le 1^{er} octobre.
- **USINOR A DUNKERQUE** : les ouvriers des laminoirs poursuivent leur grève déclenchée le 24 septembre pour leurs revendications et contre les sanctions.
- **SONOLOR A LA COURNEUVE** : les 500 ouvriers poursuivent leurs débrayages pour une augmentation horaire de 0,25 F au 1^{er} octobre et pour le 13^e mois.
- **COMPAGNIE DES COMPTEURS DE MONTRouGE** : depuis le 25 septembre, débrayages des travailleurs pour l'augmentation des salaires et pour l'amélioration des conditions de travail.
- **SECURITE SOCIALE A LIMOGES** : les employés au service de liquidation de retraite et les contrôleurs de la caisse régionale poursuivent leur mouvement de grève depuis une semaine.
- **DOCKERS** : poursuite de la lutte par la diminution des cadences.
- **CLIMAX-FRANCE A BLOIS** : deuxième semaine de grève.
- **CHEAUME A MONTREUIL** : depuis le 2 octobre, les salariés sont en grève pour l'augmentation des salaires.

LUNDI 6 OCTOBRE

- **PAPETERIES DE LA SEINE A NANTERRE** : grève de 24 heures des 1 100 ouvriers qui réclament une augmentation de salaire de 0,30 F de l'heure.
- **SUD-AVIATION A TOULOUSE** : débrayage des 1 200 ouvriers contre l'accélération des cadences.
- **FIVES-LILLE-CAIL A GIVORS (RHONE)** : les métallos décident la grève avec occupation des locaux contre les licenciements et les mutations arbitraires.
- **SIMETHO A CHAUFAILLES (SAONE-ET-LOIRE)** : grève illimitée des 220 ouvriers.
- **PROVENCE-INDUSTRIE (Entreprise de Constructions Navales de Port-de-Bouc)** : manifestation dans les rues de la ville contre la fermeture de l'entreprise.
- **S.O.P.E.L.E.M. A PARIS** : le personnel débraye pour l'augmentation des salaires et pour la mensualisation.
- **COMPAGNIE GOBIN-POULENC A PARIS** : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **P. ET T., CENTRAL TELEPHONIQUE DE BREST** : grève des employés.
- **P. ET T., CENTRE DE CHEQUES POSTAUX A ROUEN** : le personnel d'un service essentiel arrête le travail pour de meilleures conditions de travail. L'administration avait décidé de décaler les horaires.
- **P. ET T., CENTRE DE CHEQUES POSTAUX A NANTES** : débrayages pour de meilleurs conditions de travail.
- **INSTITUT GEOGRAPHIQUE NATIONAL** : les artistes cartographes cessent le travail pour leurs revendications (un statut, indices et titres correspondant à leur fonction).

MARDI 7 OCTOBRE

- **ETABLISSEMENT VIRAX-DEBARRE A CHATEAU-ROUX** : débrayages pour la réintégration d'un militant ouvrier.
- **RHONE-POULENC A CHALAMBRE (HAUT-RHIN)** : grève des 1 200 ouvriers pour leurs revendications.
- **PRECIS A COURBEVOIE (HAUTS-DE-SEINE)** : après plusieurs débrayages, les travailleurs décident de diminuer la production, réduisant le boni de 23 % à 16 %. Les travailleurs sont en lutte pour la mensualisation, la suppression des inter-catégories et le reclassement des camarades victimes de discriminations.
- **PAPETERIES PHOTOSIA A MONTREUIL** : débrayages pour l'augmentation des salaires.
- **BON MARCHE A WISSOUS** : débrayages dans plusieurs services pour l'augmentation des salaires, le 13^e mois, l'amélioration des conditions de travail.
- **CAISSE D'ALLOCATION FAMILIALE DE LA REGION PARISIENNE, RUE VIALA** : grève du personnel technique.
- **COMMERCANTS NON SEDENTAIRES EN FRUITS ET LEGUMES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS** : grève des achats pour protester contre la fixation autoritaire des marges commerciales et contre « un contrôle des prix vexatoire ». Les grévistes ont occupé le carreau des Halles de Lille. Les forces de répression sont intervenues à plusieurs reprises pour dégager le carreau.

MERCREDI 8 OCTOBRE

- **NORD-AVIATION A BOURGES** : débrayages contre les menaces de compression du personnel.
- **S.P.I.E.-BATIGNOLLES** : grève pour les salaires des employés du bureau d'études et du siège social.
- **MUSEES NATIONAUX A PARIS** : grève du personnel dans onze musées pour protester contre la suppression de crédit qui bloque le recrutement de personnel.

JEUDI 9 OCTOBRE

- **S.N.C.F. A STRASBOURG-HAUSBERGEN** : grève de 24 heures pour l'amélioration des conditions de travail.
- **RENAULT AU MANS** : grève des travailleurs pour la révision de la grille de salaires, la mensualisation du personnel horaire, etc.
- **MECANIQUE GENERALE A THANN (HAUT-RHIN)** : 162 ouvriers arrêtent le travail pour 48 heures.
- **USINE RIVOIRE A SAINT-ETIENNE** : débrayages.
- **ALCATEL A ANNECY** : grève d'avertissement.
- **USINE BRAMPTON A CALAIS** : 70 dessinateurs, techniciens et agents de maîtrise sont en grève illimitée.
- **ALSTHOM A BELFORT** : débrayages pour les salaires.
- **U.N.E.L.E.C. A BELFORT** : débrayages.
- **MICHELIN A CLERMONT-FERRAND** : débrayages.
- **DOSAPRO A PONT-SAINT-PIERRE (EURE)** : arrêt de travail pour les revendications.
- **PAPETERIES DE PONT-AUDEMER** : arrêt de travail.
- **ENTREPRISE VICTOR-MICHEL A ARCUEIL** : les ouvriers rotativistes sont en grève pour de meilleures conditions de travail.
- **TABACS RECONSTITUES A SPAY (SARTHE)** : débrayages.
- **S.A.C.A.R. A LA COURNEUVE** : grève du personnel.
- **LYCEE TECHNIQUE MARIE-CURIE A VERSAILLES** : grève des agents de service contre les mauvaises conditions de travail.

VENDREDI 10 OCTOBRE

- **RHODIACETA** : aux usines de Besançon, Vaise, Roussillon, Belle-Etoile, les ouvriers débrayent pour leurs revendications.
- **S.N.C.F. A TOULOUSE** : les cheminots des services d'exploitation se mettent en grève pour l'amélioration des conditions de travail.
- **FACULTE DES LETTRES DE PARIS** : au Centre Censier, les étudiants des comités d'action mettent en échec une provocation d'un parlementaire U.D.R. qui bouscula et frappa des militants. Les étudiants se sont immédiatement regroupés aux cris de « Non aux 50 F ».

SOUSCRIPTION NATIONALE
A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

TOTAL PRECEDENT		51 772,01
Anonyme	Aix-en-Provence	500,00
Quatre adhérents au SNES - SUP, sympas	Paris	1 000,00
thisans		
L.H.	Dijon	20,00
Des anciens résistants du 11 ^e (versement d'octobre)	Paris-11 ^e	25,00
C.D.H.R.	Le Puy	45,00
C.D.H.R.	Montpellier	100,00
D.M.A.	Crozon	40,00
C.D.H.R.	Rennes	60,00
C.D.H.R. Duplex	Paris-15 ^e	150,00
Mme G.	Noisy-le-Sec	6,50
C.D.H.R.	Le Mans	89,00
C.D.H.R.	Nantes	100,00
C.D.H.R.	Rennes	90,00
Anonyme (3 ^e versement)	Banlieue nord	100,00
Un lecteur	Orsay	100,00
Un petit artisan	Noisy-le-Sec	20,00
C.D.H.R.	Rennes	64,00
C.D.H.R. Italie	Paris-13 ^e	200,00
G. M.	Athis-Mons	100,00
C.D.H.R.	C.D.H.R.	50,00
C.D.H.R. Orsay, fac (étudiants)	Orsay	60,00
J. C. J.	Paris-19 ^e	200,00
M. C.	Montjon	5,00
Total général.		54 581,51

Préparez partout la vente de
masse du N° 34 (13 Nov. 69)

1. Notre appel a été entendu. Des règlements importants ont été effectués depuis notre dernier numéro. Il reste encore pourtant un certain nombre de C.D.H.R. qui n'ont pas versé les sommes recueillies à l'occasion de la vente de nos brochures-supplément. Qu'ils ne tardent plus et suivent les exemples des diffuseurs qui ont compris notre pressante sollicitation.

2. Notre comité d'administration-rédaction a décidé l'organisation d'une vente de masse de « L'Humanité-Rouge » à l'occasion du numéro spécial consacré à la Révolution d'octobre 1917 (numéro 34, qui sera mis en vente le 13 novembre prochain).

Selon toutes probabilités et en fonction des possibilités financières (si la consolidation amorcée cette semaine se confirme) ce numéro spécial comportera 16 pages et deux couleurs.

Dès maintenant, camarades isolés ou C.D.H.R., précisez-nous vos commandes. Augmentons partout très sensiblement les nombres d'exemplaires habituellement diffusés.

Cette vente de masse doit être considérée comme une forme nouvelle de notre bataille politique, à un moment où notre influence croît de manière continue.

Nos correspondants étaient présents dans les différentes manifestations de commerçants et artisans contre les conséquences de la politique réactionnaire du gouvernement des monopoles (voir photos en 1^{re} page). Des reportages seront publiés la semaine prochaine.

« FRONT UNI »
DEVIENT NATIONAL

« Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires ; une armée dirigée par un tel parti ; un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti ; voilà les trois armes principales avec lesquelles nous avons vaincu l'ennemi. »

Mao Tsé-toung (De la dictature démocratique populaire, 30 juin 1949).

« Front Uni », mensuel « au service des luttes des ouvriers, paysans et intellectuels » limitait jusqu'ici sa diffusion à la région Centre - Rhône - Alpes. Lancé voici dix mois, ce modeste journal a joué un rôle important pour coordonner, organiser et préciser les activités de nombreux Comités d'Action à Clermont-Ferrand (COPI), Lyon, Grenoble, Annecy, etc.

Pour répondre aux nombreuses sollicitations venues de militants d'autres régions, « Front Uni » vient de se transformer en mensuel national.

Son numéro d'octobre est diffusé dans toute la France, présenté sous un format nouveau, conçu et rédigé par une équipe renforcée qui s'intitule elle-même « Comité provisoire de rédaction ». Son prix passe de 0,50 F à 1 F, mais se trouve largement justifié par l'augmentation du nombre de ses pages.

Nous saluons avec enthousiasme ce confrère dont nous sommes convaincus qu'il ne saurait en aucune manière porter la moindre concurrence à « L'Humanité-Rouge » ; sa raison d'être et son contenu, s'ils ne sont nullement contradictoires avec les nôtres, se situent en effet sur un plan différent.

Notre combat est idéologique et politique, celui de « Front Uni », beaucoup plus large, est axé essentiellement et exclusivement sur les luttes anti-monopolistes et anti-impérialistes. Mais c'est d'abord à « Front Uni » de définir sa ligne et ses objectifs. Aussi contentons nous de lui souhaiter un plein succès, en invitant nos propres lecteurs à se reporter pour plus d'informations à « Front Uni » lui-même.

Sommaire du N° 1

— Editorial : Vive le Front Uni du peuple contre la politique réactionnaire des monopoles	1-3
— Front contre la répression	2-11
— Sur le front étudiant-enseignant	4
— Sur le front ouvrier	5
— Tribune de libre discussion	6-7
— Luttes des commerçants et artisans	8
— Sur le front paysan	9
— Front anti-impérialiste	10-11
— Défense des travailleurs immigrés	12

L'exemplaire : 1 F

ECOUTEZ LES RADIOS
RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

ÉDITORIAL

La crise du capitalisme français s'aggrave. C'est là d'abord la conséquence des événements qui manifestent l'approfondissement de la crise mondiale, sur les plans économique et monétaire notamment.

La dévaluation du franc, les mesures de manipulation « technique » du mark, devenu « flottant » pour finir par être réévalué, l'affolement des principales bourses des valeurs, la nouvelle dépréciation du franc à Zurich et Genève, la faiblesse de la livre britannique, la crise sociale qui ne cesse de s'exacerber en Italie, que voici donc un tableau de l'Europe révélateur du processus inexorable auquel se trouve contraint le système capitaliste !

Le « Marché Commun » vole en éclats sous la poussée irrésistible des contradictions économiques, et donc politiques, nées de cette conjoncture.

La boussole du profit maximum est complètement désorientée, le navire sur lequel sont embarqués les états-majors et les équipages des différents capitalismes monopolistes européens ne trouvent plus d'autre voie que celle agitée de tempêtes successives et de plus en plus violentes. L'impérialisme américain, lui-même, battu en brèche partout dans le monde là où il a cru pouvoir tenter ses aventures criminelles, n'est plus maître de la situation, et se trouve obligé de faire face à la légitime colère qui montre chaque jour davantage dans les rangs du peuple même des États-Unis.

Mais revenons à la France.

Le nombre des grèves s'élève rapidement. La qualité des formes de lutte décidées le plus souvent par les travailleurs eux-mêmes à la base ne cesse de s'améliorer. Les secteurs atteints par les mouvements s'élargissent de semaine en semaine. Vendredi dernier, place de la République, à Paris, malgré un exceptionnel déploiement des forces de répression, des milliers de chercheurs scientifiques ont fait entendre leur volonté. Le même jour, en Province comme dans la capitale, les fonctionnaires les plus défavorisés manifestaient sous des formes diverses parce que le gouvernement ne respecte pas les engagements antérieurs concernant leur reclassement.

Des mouvements spontanés éclatent aussi en différentes occasions. A la gare de Lyon, à Paris, des banlieusards ont laissé exploser leur colère devant l'insuffisance de plus en plus néfaste du nombre des trains mis à leur disposition. A Lille, il a fallu que le préfet fasse occuper les halles par les C.R.S. pour mettre fin aux bagarres qui opposaient les petits commerçants aux grossistes. La lutte de classes atteint désormais toutes les organisations corporatives et syndicales des couches moyennes. C'est là un phénomène particulièrement net chez les petits commerçants et artisans. Pour leur part, les hobereaux qui dirigent la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.N.S.E.A.) ne parviennent plus à tromper et contenir le juste mécontentement des paysans travailleurs.

Emule du sinistre Mansholt, le « centriste » Duhamel, ministre de l'Agriculture a mis au point un plan de démantèlement accéléré de l'agriculture

sur le dos des petits paysans (réduction d'ici 1985 d'un tiers des surfaces cultivées ; réduction du nombre des exploitations agricoles de 1 600 000 actuellement à 250 000 ; réduction de la population agricole active de 3 000 000 à 700 000 personnes).

Que diable, cette montée des luttes correspond à la hausse continue du coût de la vie. Pour préserver leurs privilèges, sauvegarder leurs profits exorbitants gravement menacés par la crise générale, les hommes des monopoles capitalistes décrètent une prétendue politique « d'austérité ». « Travaillez davantage », disent-ils aux ouvriers, aux employés, à tous ceux des villes et des campagnes auxquels leur quotidien labeur ne suffit plus pour assurer des conditions d'existence normales, « et serrez-vous un peu plus la ceinture, c'est l'intérêt national ».

Tout augmente : le gaz, l'électricité, les loyers, le tabac, les tarifs des transports en commun, etc. Et pour restreindre la consommation intérieure, ces messieurs augmentent une nouvelle fois le taux d'escompte, tandis qu'ils offrent de nouveaux bénéfices scandaleux aux spéculateurs en aménageant à leur profit le contrôle des changes.

C'en est assez !

Schumann peut bien organiser le voyage de Pompidou à Moscou et s'entendre avec les faux communistes qui oppriment par la force d'une occupation militaire, les masses populaires de Tchécoslovaquie, notre peuple proclame de plus en plus fort qu'il ne supporte plus cette politique réactionnaire et qu'il aspire à des changements réels, concrets, décisifs.

L'impérialisme français et le social-impérialisme des nouveaux tsars ne peuvent plus tromper les travailleurs de notre pays.

Nous l'avons déjà dit, la solution réside dans l'unité à la base et dans l'action, dans les usines, dans les campagnes, partout. Au coude à coude, ouvriers, paysans, travailleurs, petits commerçants, artisans, intellectuels révolutionnaires ont la possibilité de constituer la force la plus puissante qui soit, celle d'un peuple uni contre son ennemi commun, contre ses exploités.

Les manœuvres des diviseurs qui dirigent pour le compte de la bourgeoisie les prétendus partis « de gauche » ou « d'extrême-gauche », de Savary et Mitterrand à Waldeck-Rochet et Séguin seront balayées par la puissante vague de luttes populaires qui s'annonce. N'entendent-ils donc pas, ces agents de l'ennemi infiltrés dans les rangs des travailleurs, la sourde clameur qui monte des masses ?

Les camarades militants des Jeunesses Communistes, arrêtés dimanche dernier sur un marché du 19^e arrondissement en compagnie de nos propres diffuseurs, n'ont-ils pas discerné où sont leurs ennemis, où sont ceux qui n'ont rien fait pour les sortir du commissariat de police (le député qu'ils attendaient, mais qui n'est pas venu), quels sont ceux qui les ont effectivement défendus par respect et solidarité envers leur condition de jeunes ouvriers ?

N'ont-ils pas réalisé ce matin-là, la chaleureuse expérience de l'unité avec les marxistes-léninistes, qui ont su dans la foule lancer de justes mots d'ordre contre l'Etat policier, contre la répression qui ne distingue nullement lorsqu'il s'agit de travailleurs ?

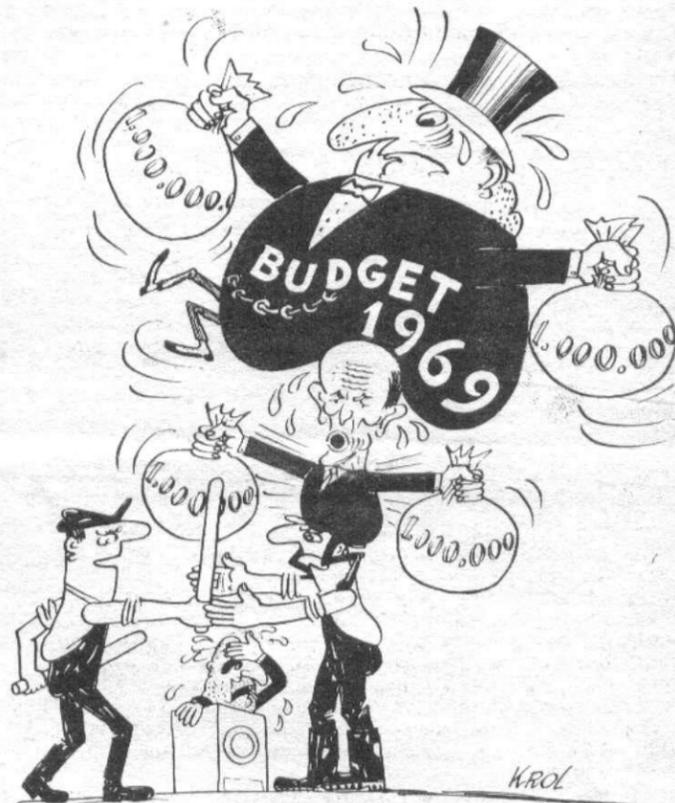
Oui, la solution la plus efficace, c'est d'unir de plus en plus solidement l'ensemble du peuple dans la lutte concrète contre l'Etat et la politique des monopoles capitalistes.

Notre ligne de front uni anti-monopoliste n'est pas née de façon artificielle ou démagogique, elle est une ligne de principe. Son mot d'ordre : « Tous ensemble et en même temps » répond à la profonde volonté des masses, est fondamental.

Sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde marxiste-léniniste, l'unité à la base et dans l'action est nécessaire et possible. Tous les travailleurs victimes de la politique d'exploitation et d'oppression du régime capitaliste doivent s'unir toujours plus étroitement pour l'action, dans l'action et par l'action. Le processus historique est déjà engagé en de multiples endroits. Aidons-le sans nous accorder le moindre répit pour préparer la prochaine grande vague de luttes populaires, accumuler ses forces.

Le prochain mouvement révolutionnaire sera inévitablement plus puissant et plus violent que celui de mai-juin 1968.

En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.



Budget « équilibré » ou budget en équilibre ?

LE CULTE DES COSMONAUTES OU LA FUITE EN AVANT...

Gagarine, premier homme communiste de l'espace, affirmait qu'il n'avait rencontré ni Dieu ni les anges. Il n'en fallut pas plus pour qu'un concile œcuménique se réunisse et siège longuement comme au temps des « guerres saintes ».

Aujourd'hui « l'erreur de langage » de Gagarine est réparée. Le premier homme communiste de l'espace est disparu et les envoyés du criminel de guerre Werner Von Braun dans la Lune, à défaut d'avoir vu Dieu et les anges, ont abondamment joué du moulin à prières autour, et sur notre satellite naturel.

Pour reprendre une phrase célèbre du Manifeste, l'Union sacrée s'est faite du « pape aux radicaux ». La lune comme l'eldorado de son temps, comme le « pays des épices » ne saurait appartenir qu'au « royaume de Dieu », la « libre Amérique » celle des gangsters politiques, des massacreurs de Vietnamiens ou d'Indiens ; celle qui titre ses ressources fantastiques de l'exploitation forcée d'une bonne moitié du globe, se devait de relever le défi de l'irresponsable Krouchtchev. Voilà qui est fait. Le drapeau de Wall street « flotte » sur la lune depuis plusieurs mois et la bourgeoisie mondiale respire un bon coup, s'enivre de mots, de champagne et d'actions de grâce pour fêter l'événement. Et comme tous ces vampires ont le sens des affaires, ils n'oublient pas de pousser cet « avantage » jusqu'à rétablir la monarchie en Espagne et liquider leurs contentieux politiques avec les clans terrestres Luther King ou Kennedy.

Les nazis portaient eux aussi à la conquête du monde avec ce cri aux lèvres « Gott mit uns ! » « Dieu avec nous ! ».

L'empire romain déjà avait accaparé les dieux de la Grèce antique et frappé ses enseignes et étendards de l'aigle invincible, roi des dieux.

A l'apogée de leur puissance, à la veille de leur chute, les impérialistes semblent toujours invincibles, leurs armées innombrables et puissantes, leurs territoires infinis ; poussés par leur logique impérialiste, ils doivent aller plus loin, toujours plus loin, pour conquérir, occuper, maintenir et consolider leur puissance, puiser des ressources et richesses nouvelles. « C'est une véritable fuite en avant ». Les U.S.A. n'échappent pas à cette impitoyable logique.

Véritables tigres d'acier, ils peuvent bondir sur la lune et broyer par le monde des multitudes de vies humaines qui, elles, ne réclament pas la lune, mais simplement le pain, l'indépendance et la paix.

Véritables tigres en papier, ils ne peuvent marcher sur la terre qu'avec précaution. Il faut à Rockefeller un blindé pour échapper à la fureur des foules latino-américaines et Nixon lui-même fait une visite clandestine à Saïgon ; le pape à son tour est mis à contribution et doit aller désormais jouer du goupillon à travers le monde pour rameuter « les infidèles ».

Il semble qu'il y ait là une contradiction importante ; les représentants de l'empire ultra-moderne, capables de marcher sur la lune, vomis sur terre

par les peuples. Cette contradiction n'est qu'apparente, car les résultats spatiaux des impérialistes, sont en fait le couronnement, non pas seulement d'une industrie de pointe, de 300 000 spécialistes dirigés par un savant hitlérien, mais aussi, et bien plus, le résultat de l'exploitation de centaines de millions de parias de la zone des tempêtes. « L'empire Rockefeller » fournit suc, sang et or à gogo à la « libre et puissante Amérique ».

A Peenemunde en 1944, déjà Werner Von Braun et son « patron » d'alors, avaient mis au point un système fantastique de production et d'essais des V1, V2 et autres chiens de l'enfer. Ce système de production utilisait des milliers de déportés politiques (N.N.), « nuit et brouillard » voués à l'extermination.

Aujourd'hui ses nouveaux patrons lui ont installé un nouveau, un immense Peenemunde à l'échelle planétaire, mais le processus d'exploitation qui en découle, accélère la poussée révolutionnaire des peuples.

Certains petits bourgeois « objectifs » et « bien informés », parmi lesquels bon nombre de révisionnistes incurables, ont cru bon de s'étonner, de se gausser, qu'à Hanoi, Pékin, Pyonyang, Pékin et Tirana, nos frères ne fêtent pas la « victoire céleste » de l'impérialisme. Et les bonzes révisionnistes de la C.G.T. et autres organisations dégénérées, ont cru devoir féliciter la « glorieuse et puissante Amérique » au nom des travailleurs de France.

Il est bon que notre voix s'élève, même faible en apparence pour rap-

peler ces gens à la réalité : C'est sous le signe du socialisme que le chemin des étoiles a été tracé par Lénine et C. Tsokolwsky. Et si aujourd'hui ce sont encore des soviétiques qui parviennent à la première installation spatiale dans le cosmos, n'est-ce point en particulier parce que pendant des décades la dictature du prolétariat a permis l'édification de l'industrie ultra-moderne nécessaire à de telles réalisations ? Les savants soviétiques n'ont pas appris leurs tables de logarithmes depuis la mort de Staline. Lénine disait à Wells (1) en 1920, que l'imagination de l'homme, les récits d'anticipation, étaient la projection en avant, des réalisations futures de l'humanité.

« C'est une forme scientifique d'investigation de l'avenir et en cela vous aidez les hommes de science » disait Lénine.

Malheureusement, désormais, le révisionnisme moderne utilise ces prestigieuses conquêtes dues au socialisme pour coopérer à une entreprise américano-russe dans la conquête de l'espace. D'autre part, il oriente ses fusées sur terre en direction de la Chine rouge. En fait, c'est un impérialisme à deux têtes, c'est l'axe Washington-Moscou qui doit fuir de concert « en avant » pour essayer d'échapper à la logique de l'Histoire. C'est pourquoi ils se partagent les rôles.

Qu'ils n'oublient pas cet avertissement de la Chine Rouge « Même dans les jardins célestes, on ne saurait échapper aux problèmes ».

Un jour de chance de Fortuné Richard

USAGER DES TRANSPORTS DE MARSEILLE

Fortuné Richard, employé de son état, a pris quelques jours de vacances fin septembre, afin de se rendre en Champagne, chez un cousin, ouvrier agricole. Après une semaine passée à aider au ravalement de la bicoque de son hôte, agrémentée de quelques parties de pêche, il est rentré à son domicile, à Marseille, dans la nuit du dimanche au lundi, par le train qui arrive à 0 h 12.

A cette heure, les bureaux de tabac sont fermés. Pas question donc d'acheter sa carte hebdomadaire de la « Régie Autonome des Transports de la Ville de Marseille » (ouf !). « Qu'à cela ne tienne, pense Fortuné Richard, je l'achèterai demain matin ».

Le lendemain matin, sur le coup de 6 h 30, notre homme dévale l'escalier du minable H. L. M. où il habite, dans une banlieue poussiéreuse et boueuse tour à tour... et se casse le nez sur son bureau de tabac habituel, fermé !

« Merde, pense Fortuné Richard, enfin, j'achèterai cette maudite carte au bureau de tabac suivant ».

C'est la seule solution qui s'offre à lui, car il faut savoir qu'à Marseille,

a) les cartes et tickets de la Régie, etc. (enfin, disons la R.A.T.V.M.), ne sont vendus que dans les bureaux de tabac.

b) Il existe bien des bureaux de vente de la Régie, mais peu (surtout dans les banlieues), et de surcroît, ils n'ouvrent qu'à 7 h 30 (ou 8 h 30, selon les jours).

De bureaux de tabac, Fortuné Richard en a « fait » 3 autres. Soit qu'ils étaient encore fermés, soit qu'ils ne vendaient pas de cartes hebdomadaires (car il faut

encore savoir que la plupart des bureaux de tabac ne vendent que des tickets ordinaires, 100 % plus chers que les cartes (et Marseille a les transports urbains les plus chers de France !).

Avec son salaire mensuel de 83 700 AF, Fortuné Richard estime ne pouvoir se payer un tel luxe surtout en rentrant de congés.

Il a déjà parcouru 2 km en vain, enfilant rue après rue, quand il aperçoit soudain, à un coin de rue un flic avec son escopette à la hanche (car il faut savoir qu'à Marseille, les rues grouillent de flics de toutes appartenances et munis d'armes apparentes), mais le flic ne peut le renseigner, il ne sait pas où on peut trouver des cartes hebdomadaires de la R.A.T.V.M. Il n'est pas là pour ça, le flic ! D'abord il n'est pas du quartier, et ensuite, il se déplace toujours soit dans sa R 16 personnelle, soit dans le panier à salade, ès-fonctions. Au fait, pourquoi est-il là, le flic ? Pour traquer ou décourager les truands ? Dans ce cas, c'est raté, car le nombre d'actes de banditisme est en augmentation constante, à Marseille comme ailleurs. Mais ceci est une autre histoire !

Revenons à Fortuné Richard. Il est tenace. Et après bien des recherches, il trouve enfin un bureau de vente de la R.A.T.V.M. Mais comme il n'est que 7 h 20, il devra encore attendre l'ouverture 10 minutes en compagnie d'une dizaine d'infortunés comme lui.

Ouf ! Il a enfin sa carte, qu'il a payé un prix exorbitant (mais moins que s'il avait acheté des tickets ordinaires, voir plus haut), et il s'installe dans le bus.

Toutefois, ce n'est pas son quartier, ses recherches l'ont écarté de son parcours habituel et des lignes pour lesquelles son abonnement est valable. Un contrôleur le lui fera remarquer, lui disant « Si j'étais vache, je vous ferais marquer... » Mais Fortuné Richard est trop fatigué pour se mettre en rogne, et le contrôleur n'est « pas vache ». Sans doute n'était-ce pas l'un de ceux qui ont « remis » aux flics, il y a quelques jours, un jeune militant qui diffusait des tracts protestant contre la dernière hausse des tarifs de la R.A.T.V.M.

Fortuné Richard est arrivé à son bureau avec 45 minutes de retard. Son chef l'a toisé sans aménité et lui a dit : « Vous, alors, vos congés ne vous suffisent pas ! Il faut encore que vous fassiez la grasse matinée. Si j'étais vache, je porterais le pet... » Mais le chef « n'est pas vache » lui non plus.

Fortuné Richard était dans un jour de chance...

Eh oui, de telles choses se passent de nos jours à Marseille sous le règne de l'illustre « camarade » Defferre de la S.F.I.O. (sainte famille des idéaux oubliés) et du Nouveau Parti « Socialiste ».

Mais un jour, les Fortuné Richard de Marseille, de Lille, du Havre et de Romorantin prendront leur coup de sang. Ils en auront ras le bol d'être pressurés, décomptés, embauchés, remerciés, arnaqués par les politiciens bourgeois habillés de rouge ou de rose et leurs hommes de main avec ou sans uniforme.

Et ce jour-là, eux, ils seront « vaches » !

Bagneux : Un carnaval révisionniste

Tous les ans, en septembre, la municipalité révisionniste de Bagneux organise la « Fêtes des Vendanges » qui est très populaire dans la région parisienne. Cette manifestation qui attire au bas mot plusieurs dizaines de milliers de personnes est-elle pour ces « communistes » un prétexte pour une agitation politique conséquente, pour une élévation du niveau de conscience de la classe ouvrière ? Non !

Au contraire, elle est un prétexte pour déverser sur les masses populaires un torrent d'opium bourgeois, de « culture » yankee.

Dans l'esprit de ses promoteurs, cette fête est là pour « faire oublier les soucis », « s'amuser un peu au lieu de penser à la vie difficile », bref, absorber un peu d'opium au lieu de préparer une riposte foudroyante contre la dévaluation et le « plan de redressement » de Pompidou-Chaban-Giscard.

Le programme culturel de cette fête des vendanges, comprend outre des spectacles d'acrobatie automobile, de la marche à pied, quelques bals un gala de Richard Anthony, etc., c'est-à-dire toutes les attractions classiques que la bourgeoisie dispense largement pour endormir la classe ouvrière, un grand défilé carnavalesque où de nombreuses exhibitions de majorettes ont la place d'honneur. Ces tristes défilés de jeunes femmes déguisées sont bien pour avoir la faveur des municipalités révisionnistes (voir H.R. n° 18). Comme par hasard, c'est aussi cette « attraction » typiquement U.S. qui est livrée à toute occasion dans de semblables « fêtes ».

Il est vrai que la « culture » impérialiste gagne de plus en plus de terrain à Bagneux, puisqu'en plus de « Pif le chien » les révisionnistes avaient « embauché » Donald, Mickey Mouse, et autres créations de l'officine U.S. d'abrutissement de la jeunesse « Walt Disney » afin d'en faire des panneaux décoratifs destinés à vanter la « Foire aux Vins » (Que la classe ouvrière noie donc ses soucis dans l'alcool !)

Mais qui finance donc cette fête, qui revient au bas mot à plusieurs dizaines de millions d'A.F. (sinon plus) ?

— Ce sont d'abord les contribuables, la commune étant sur ce point gérée de la même façon que par n'importe quelle municipalité réactionnaire (ce serait sans doute pareil si la clique fascisante de l'U.D.R. Desroche avait en main la mairie !)

— C'est la plus value soutirée sur la sueur des ouvriers communaux aux salaires anormalement bas.

— Et puis il y a les « bons capitalistes » qui font sans doute ainsi une « bonne action ». Quels bons capitalistes ?

— La S.E.I.T.A. (régie des tabacs) monopole officiel qui a la charge de collecter des fonds pour l'état des monopoles en vendant des cigarettes.

— La société PERNOD dont la fortune s'est bâtie en intoxiquant le peuple travailleur à coups de boissons nocives.

...Et, enfin, un nouveau venu cette année, une firme que la municipalité, présidée par M. Henri Ravera, conseiller général révisionniste, candidat à la députation, maire de Bagneux, remercie en ces termes : « Merci pour son efficacité et sa fidélité à la société Pernod-Pastis 51, à la Régie Nationale des Tabacs (S.E.I.T.A.) nouvelle venue parmi nous, à la maison TUDOR qui accumule également notre sympathie » (extrait du programme officiel de la fête).

Oui ; Cette firme n'est autre que l'exploiteur éhonté du prolétariat de Nîmes, contre qui la première grève victorieuse dirigée par un comité de base éclata cette année, la société des accumulateurs TUDOR.

Bien sûr, il fallait que les révisionnistes de Nîmes brisent la grève, qu'ils publient des tracts insultant la classe ouvrière, qu'ils envoient des commandos pour tenter d'empêcher les travailleurs de Tudor de lutter. Sinon, comment Tudor aurait-il eu assez de plus value pour financer la municipalité révisionniste de Bagneux, et faire sa publicité à la fête des vendanges.

Bien sûr, il valait mieux pour les révisionnistes que les ouvriers de Tudor aient des salaires misérables, qu'ils travaillent sans chauffage, sans ventilation, avec des fumées d'acide et de la poussière de plomb dans les poumons. Plus dure sera la surexploitation, plus rempli sera le coffre fort.

Tudor finance-t-il la municipalité révisionniste en raison de services rendus, ou les révisionnistes ont-ils essayé de briser la grève de Tudor parce qu'ils étaient déjà liés avec cet exploitateur forcené ?

Ces quelques faits montrent bien la nature de la « Fêtes des Vendanges » de Bagneux. Et maintenant, pourquoi cette fête ? En fait, de semblables réjouissances, voilà bien quelles sont aujourd'hui les activités « de masse » des révisionnistes. Opérations de prestige, à grand spectacle, en vue de préparer des « combats » tous électoraux, combinée avec des constructions de monuments très chers, fontaines lumineuses de grand luxe, sculptures « abstraites » près des H.L.M. tristes, voilà quelle politique mènent les révisionnistes à Bagneux.

Si l'installation à Bagneux d'une municipalité communiste en 1935 fut à l'époque une victoire populaire, la municipalité actuelle se conduit comme une municipalité bourgeoise.

Quand aux intérêts de la population de Bagneux (loyers élevés, manque d'écoles par faute de crédits de l'Etat, manque de crèches, etc.) ce ne sont certes pas des pétitions ou des affiches larmoyantes qui peuvent les faire triompher.

C'est à nous marxistes-léninistes, de prendre en main les intérêts des masses. Par un patient travail d'implantation, avec détermination mais sans aventurisme, avec fermeté mais sans sectarisme, il nous appartient de montrer où sont les Renégats !

C.D.H.R., 15 septembre.

SUR LE FRONT OUVRIER

Cables de Lyon à Bezons :

Tous unis, nous vaincrons !

Camarades, je tiens à vous faire parvenir ce tract des deux exclus des Câbles de Lyon, et la relation de la répression sur la ville de Bezons.

A Bezons, la répression des révisios-flics

Jeudi 18 septembre : des camarades de « L'Humanité-Rouge » diffusant le tract d'appel au meeting en hommage au président Ho Chi-minh sont arrêtés par les flics devant les Câbles de Lyon, ils ont été interrogés par le commissaire de Bezons ; celui-là même qui protégeait la direction de l'usine, contre les luttes des ouvriers, en mai-juin 1968 et plus près de nous en avril 1969 ; or de nombreux bruits circulaient sur l'appartenance de ce monsieur au P. C. F. C'est maintenant une certitude. En effet.

Vendredi 26 septembre : les révisios distribuèrent un tract devant les Câbles de Lyon sur les « RRRévolutionnaires », mêlant à leurs injures habituelles, les adresses de plusieurs militants.

En même temps le révisionniste qui dirige la section syndicale C.G.T. des câbles convoquait une réunion de syndiqués pour le mercredi 24.

Le mercredi 24 : il Interdit l'entrée de la réunion à deux ouvriers : « vous êtes exclus » leur dit-il. Il fit ensuite voter cette exclusion par les sept syndiqués présents sur plus de 100 adhérents C.G.T. Il est à noter l'attitude du trotskiste local de l'A.J.S. qui prit la défense... « des statuts de l'organisation ouvrière » contre la manœuvre du « bureaucrate » ; cela dit il était pour l'exclusion, et n'attaqua jamais le révisio... Les opportunistes s'assemblent.

Le révisio afficha ensuite sur les panneaux syndicaux de l'usine, un avis portant le nom de nos deux camarades.

Aujourd'hui nos deux camarades sortent agerris de cette exclusion bureaucratique des révisios, et se préparent à la lutte avec un esprit enthousiaste, pour la révolution prolétarienne.

Correspondant H.R.

N.B. : La direction des Câbles remercie les révisios. Les révisios remercient les flics et les flics remercient les révisios. Congratulez-vous, Messieurs, pendant qu'il en est encore temps ; mais craignez la colère des masses, quand guidées par les marxistes-léninistes, elle vous balaiera.

Voici camarades les faits, si vous pensez qu'ils sont utilisables, utilisez-les pour enrichir notre journal, qui se porte de mieux en mieux.

Vive le marxisme-léninisme !

Un ouvrier des Câbles de Lyon.

Deux ouvriers exclus de la C.G.T.

A la réunion syndicale du 24 septembre, le principal délégué réformiste empêche deux ouvriers d'entrer : « Vous êtes exclus ! » leur dit-il.

Il fait ensuite approuver sa manœuvre par un « vote »... Drôle de vote !... Il n'y avait que 7 présents (et encore pas tous d'accord avec l'exclusion), sur plus de 100 syndiqués dans l'usine, et les « exclus » n'ont même pas eu le droit de s'expliquer.

Drôle de conception de la démocratie syndicale !, pour nous cette démocratie là (comme la « démocratie avancée » que nous propose le P. C. F.), c'est la « démocratie de la bourgeoisie, où les ouvriers n'ont pas le droit d'exprimer leurs idées.

Pourquoi cette exclusion ?

(Suite page 5).

TOUS UNIS, NOUS VAINCRONS
(Suite de la page 4)

Nous sommes les deux ouvriers exclus ; la direction de la C.G.T. dit que nous sommes opposés à sa ligne et que nous formons une fraction...

Quelles sont vraiment nos idées ?
— Nous sommes contre la ligne de trahison des luttes ouvrières que la direction de la C.G.T. impose à tous les travailleurs et à ses propres syndiqués, par exemple :
— en négociant à Grenelle et en nous forçant ensuite à rentrer travailler alors que nous n'avons pas eu satisfaction ;
— plus récemment en brisant la grève à la S.N.C.F. et à la R.A.T.P. (avec l'aide des directions de F.O., de la C.F.D.T., des syndicats autonomes...);
— de même, l'Union départementale C.G.T. collabore avec les patrons contre les intérêts des ouvriers : elle a saboté aux Câbles notre grève d'avril 1969.

— Camarades syndiqués nous savons que vous êtes honnêtes et que vous désapprouvez ces trahisons. Ne nous laissez pas arrêter par les recules des dirigeants syndicaux ni tromper par leurs belles paroles.

Nous savons que dans la lutte contre les patrons (et contre l'Etat des patrons) nous nous retrouvons tous unis.

— Nous sommes des révolutionnaires !, nous ne luttons pas dans des fractions fantômes, mais à visage découvert, car nous aurions honte de cacher notre but : la fin de l'exploitation des travailleurs par les patrons, l'instauration du socialisme libérateur.

Nous luttons avant tout contre le patronat, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière !

Luttons pour former un comité de base. Nous sommes exclus de la C.G.T., mais pas exclus de la classe ouvrière, ni des prochaines luttes.

Comme tous nos camarades ouvriers révolutionnaires partout en France, organisons-nous en comité de base, décidés à défendre les larges masses travailleuses contre l'offensive et l'oppression des exploités et de leurs complices.

Nous appelons nos camarades de travail, syndiqués ou non, Français ou immigrés, à s'unir dans ce comité de base (embryon du futur syndicat rouge).

Unité à la base et dans l'action !
Contre les patrons et leurs complices, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, travailleurs français et immigrés tous unis !

Prenons en main notre propre sort !
Dans cette lutte, camarades, nous n'avons que les chaînes de l'exploitation à perdre et un monde à gagner !
Vive le socialisme !

Comité de lutte pour la formation d'un Comité de base

COMMENT LA PRESSE U.S. PENETRE DANS LES FOYERS OUVRIERS

Des militants du C.D.H.R. Ariane (quartier ouvrier de Nice) ont, au cours de leur diffusion, mis le doigt sur une escroquerie peu banale.

Un jeune homme se présentait, au nom des étudiants et demandait à des familles d'ouvriers, de verser 250 francs anciens par mois pour aider les étudiants d'origine modeste. Moyennant quoi il promettait de leur envoyer le journal desdits étudiants. Ceux qui se sont laissés prendre et ont signé sans regarder ont reçu une traite de 65 F (nouveaux ceux-là !), pour paiement d'un abonnement à « Sélection du Reader-Digest ». C'est ainsi que cette publication peut annoncer un très gros chiffre de vente.

La presse U.S. pénètre dans les foyers ouvriers d'une manière vraiment très digne !

Pour faire l'apologie de sa guerre au Vietnam, ou des syndicats intégrés des U.S.A., ou des étudiants « raisonnables » de telle université U.S., on peut faire confiance à « Sélection ».

Nous mettons donc en garde tous ceux qui pourraient être victimes de ces escroqueries.

Nous avons déjà assez de difficultés à finir le mois sans qu'on vienne nous voler.

A BAS LA PRESSE FASCISTE U.S. Elle n'a rien à faire dans les foyers ouvriers. Elle n'a rien à voir avec les étudiants pauvres.

VIVE L'UNITE DES TRAVAILLEURS ET DES ETUDIANTS PAUVRES, UNITE QUI SE FAIT A LA BASE, DANS L'ACTION ET POUR L'ACTION.

C.D.H.R., Nice-Ariane.

CIFTE (Lyon) : Vive la lutte unie à la base !

Vendredi 16 heures.

Depuis jeudi soir, une série de débrayages spontanés dans les trois équipes (3 x 8).

Jeudi 17 heures : l'équipe d'après-midi débraye pour cinq heures (jusqu'à la fin du poste) en touchant la paye.

Vendredi 5 h 30 : l'équipe de nuit débraye une demi-heure en touchant la paye.

Vendredi 6 h et 12 h : l'équipe du matin tente de débrayer. Les délégués C.G.T. profitent de la désorganisation pour saboter le mouvement (« en attendant les négociations avec le patronat régional à la fin du mois »).

Vendredi 14 h : à nouveau tentative de l'équipe d'après-midi qui se heurte aux délégués.

Les revendications : (voir tract).

Pour des cadences supportables (suivant atelier).

Pour maintenir le salaire et même l'augmenter.

Nous vous envoyons un article dès que possible.

Salut communiste.

Correspondant M.-R.

LES PATRONS VEULENT NOUS FAIRE PAYER LE PRIX DE LA CRISE. NE LES LAISSONS PAS IMPOSER LEUR LOI

En mai 1968, la lutte des travailleurs français a porté des coups sévères au patronat. Les patrons cherchent à résoudre la crise sur le dos des travailleurs. C'est la dévaluation qui va faire monter les prix et qui diminue de 12,5 % la somme que les travailleurs immigrés envoient à leur famille. Ce sont les cadences qui grimpent pour augmenter les profits des patrons, la répression des chefs et les licenciements pour ceux qui lèvent la tête.

A la CIFTE, c'est l'entreprise de la honte. Les directeurs changent, mais les méthodes restent les mêmes.

HALTE AUX CADENCES INFERNALES

Au Solidex, il fallait faire une dizaine de tubes/heure, avant mai 1968, une vingtaine en juillet 1969 et 45 aujourd'hui.

Au magasin, il y avait 8 ouvriers pour 63 tubes-heure avant mai, 4 ouvriers pour 115 tubes aujourd'hui.

Aux fours, un seul ouvrier fait le même travail que trois en juillet.

HALTE A LA REPRESSION, AU RACISME ET A LA DISCRIMINATION

Au contrôle final, l'ouvrier immigré souffre du travail infernal, les cadences ont doublé depuis 1969. Et quand les ouvriers immigrés, pour ne pas rester seuls et sans défense se choisissent un délégué, celui-ci est menacé par les blouses blanches chaque fois qu'il intervient pour améliorer les conditions de travail de ses camarades. Camarades, soyons prêts à riposter contre les menaces et le racisme de certaines blouses blanches qui servent le patron pour tirer profit de notre sueur et de notre souffrance.

Rappelons nous du contremaître qui s'est assis toute la nuit au centre de l'atelier pour nous faire accélérer. Pour qui se prend-il ? Pharaon ou Néron ? En fait, il n'est qu'un profiteuse et un fainéant, un raciste qui ne dit jamais bonjour aux ouvriers, sans doute parce qu'ils viennent de loin et que leur visage n'a pas la même couleur que le sien.

Rappelons nous du contremaître qui s'est assis toute la nuit au centre de l'atelier pour nous faire accélérer. Pour qui se prend-il ? Pharaon ou Néron ? En fait, il n'est qu'un profiteuse et un fainéant, un raciste qui ne dit jamais bonjour aux ouvriers, sans doute parce qu'ils viennent de loin et que leur visage n'a pas la même couleur que le sien.

Aux fours, c'est un ouvrier français, récemment embauché, qui est menacé de licenciement sous prétexte qu'il ne peut assurer la production. Profitons-en pour dénoncer la méthode des contrats de trois mois, renouvelés à l'infini, ce qui permet au patron de licencier quand il veut.

Camarades, pour lutter contre les cadences et la répression, il n'y a qu'une

solution : la riposte immédiate. Par exemple, à Richard-Continental, à Villeurbanne, des ouvriers ont imposé leur volonté en vidant les chronos de l'atelier. Aux usines Fiat, à Turin (Italie), les ouvriers imposent leurs cadences en ralentissant la chaîne.

Camarade, pour en arriver là, il faut s'unir sur les chaînes, dans les ateliers, il faut s'organiser à la base. L'action ne se fera que par nous-même.

Vigilance contre le racisme et la répression.

Vigilance contre les menaces de licenciement.

Non aux cadences infernales.

Travailleurs français et immigrés, unité à la base et dans l'action.

Des travailleurs de la CIFTE et le comité Front-Uni - Lyon-8°
Septembre 1969

LA BASE REPREND LE COMBAT OUI A LA LUTTE

DEBRAYAGE AU MAGASIN

Mardi dernier, les travailleurs du magasin ont débrayé pendant 3/4 h. L'action est partie de la base et a été largement suivie. Certains veulent faire croire qu'il s'agit d'une querelle raciale entre des algériens et un français. Rétablissons la vérité : à la CIFTE, c'est chez les patrons qu'on est raciste. Au magasin, c'est la juste lutte d'ouvriers contre un chef spécialiste de la répression. Dans l'unité, ils ont exigé :

— Que leur chef les laisse faire leur travail en paix.

— Que les cadences de travail diminuent et redeviennent supportables.

Le rôle d'un délégué est d'appuyer les revendications des travailleurs pour conduire la lutte jusqu'à la victoire. Qu'ont fait les trois délégués C.G.T. quand ils sont venus au magasin ? Ils ont obligé les travailleurs à arrêter le débrayage au bout de 3/4 h (alors qu'ils voulaient le poursuivre 3 h), et tout ça parce que le contremaître leur avait promis que quelque chose changerait dans trois semaines.

L'ATTITUDE DES SYNDICATS

On reconnaît la tactique de la C.G.T. : quand la base démarre une lutte, ils prennent le train en marche et ils font reprendre le travail pour des miettes, ou même sur des promesses des patrons. C'est ce qui s'est passé pour les cheminots et à la R.A.T.P., où les « négociateurs C.G.T. » ont fait reprendre le travail pour une promesse de modification d'horaire en 1971, et en attendant, cinq minutes de plus de travail par jour. C'est ce que nous propose le tract C.G.T. distribué vendredi : pour satisfaire nos revendications, il suffirait « d'exiger l'ouverture de négociations ». Nous, nous pensons que seule la lutte à la base fera céder les patrons.

N'insistons pas sur les autres syndicats. Bien entendu, les délégués de F.O.-Ilic n'étaient pas là, ils préfèrent moucharder et faire de la lèche pour devenir moniteurs. Quant à ceux de la C.F.D.T., ils ne savent que pousser des grands coups de gueule. Nous pensons que ce n'est pas suffisant : pour défendre les ouvriers, le délégué tout seul ne peut rien, il faut aussi et surtout une mobilisation massive à la base. Mais, cela ne nous empêchera pas de défendre les jeunes délégués C.F.D.T. comme tout autre travailleur, quand ils sont attaqués par le patron, comme aujourd'hui.

DANS TOUTE L'USINE, REPRESSION PATRONALE

Les camarades du magasin ne sont pas seuls à subir les attaques du patron :

— Partout, les cadences sont insupportables.

— partout, comme au magasin, il y a de plus en plus de licenciements arbitraires pendant la période d'essai de 15 jours :

— les postes les plus pénibles sont les moins payés : c'est le cas à la sortie arche et pour les chargeurs de soufre au solidex.

Le patron s'imagine qu'il va nous endormir avec l'augmentation de 3 %. Qu'il n'y compte pas. 3 % c'est une miette à côté de la hausse des prix. Une fois de plus, ça va arranger ceux qui ont de hauts salaires ; ça va faire 6 000 F pour un cadre qui en touche 200 000 par mois, et rien que 2 700 pour un O.S. qui en touche 90 000 ; et pourtant le prix du bifteck est le même pour tous.

TOUS UNIS FACE AU PATRON

Bravo pour les camarades du magasin qui ont débrayé. Mais il ne faut pas les laisser seuls : les soutenir, c'est engager, dans nos ateliers, la lutte pour nos propres revendications.

Non aux licenciements. Ne laissons plus passer un seul licenciement sans que toute l'usine le sache. Faisons, dans chaque atelier, la liste de tous les camarades licenciés. Il faut faire le compte exact de ce que devra payer le patron.

Non aux cadences infernales. Mettons nous d'accord sur les chaînes pour imposer nos propres cadences, des cadences supportables. Des cadences trop fortes, ça nous crève et ça remplit surtout les poches du patron. Par exemple, au magasin, 115 tubes, ce n'est pas faisable, 80 c'est bien suffisant ; au solidex, 45 c'est beaucoup, 20 c'est supportable.

Vive le débrayage des camarades du magasin.

Ne comptons pas sur les promesses du patron.

Luttons à la base pour imposer nos revendications.

Unité à la base et dans l'action.

Des travailleurs de la CIFTE et le comité Front-Uni ouvriers-étudiants, 8°
Octobre 1969

VIVE LA LUTTE UNIE A LA BASE CONTRE LES CADENCES, POUR LES SALAIRES

Hier, jeudi, à 17 h, au moment de la paye, nos camarades du Solidex et du magasin ont déclenché un débrayage pendant 5 h. Dans ces deux ateliers, les cadences de travail sont très dures, les cadences insupportables, la répression féroce. Plus l'exploitation patronale est dure, plus les travailleurs sont combattifs.

Ces jours-ci, le patron a voulu imposer des cadences infernales : 115 tubes/heure au magasin, 45 au Solidex. Bien entendu, nos camarades n'ont pas pu arriver à atteindre cette production impossible. C'est en voyant sur leur feuille de paye, les diminutions de salaires (certaines jusqu'à 1 F par heure), que nos camarades ont fait grève : ils ont montré au patron qu'ils ne voulaient pas céder.

Imposons des cadences supportables sans réduction de salaire.

Le mouvement est parti de la base, et l'ensemble des travailleurs y a participé. Les plus étonnés ont été les dirigeants des syndicats, complètement débordés.

Seule, la base, unie dans la lutte, est capable de prendre en mains ses propres affaires, pour lutter contre le patron.

Camarades du Solidex, du magasin, des autres ateliers, suivons ce magnifique exemple. Seule, une lutte dure fera céder le patron.

Organisons nous à la base, dans nos ateliers, pour

— lutter contre l'augmentation des cadences, discutons régulièrement entre nous pour fixer les cadences que, tous ensemble, nous pouvons atteindre ;

— riposter à toute attaque du patron. En cas de nouvelles attaques contre nos salaires, de menaces de licenciement, soyons prêts à débrayer ;

— désigner nos représentants. Prenons nos affaires, nous-mêmes en mains, ne laissons plus les délégués discuter, seuls avec le patron.

Pour poursuivre la lutte engagée :

— contre les cadences infernales ;

— pour nos salaires ;

organisons nous à la base.

Des travailleurs de la CIFTE et comité Front-Uni ouvriers-étudiants
Lyon-8°
9 octobre

Document du Ministère des Affaires Étrangères de la République Populaire de Chine

Dans l'île chinoise de Tsilitsin, des chars blindés soviétiques se déchainent comme des bêtes féroces et se précipitent avec furie sur les pêcheurs chinois, dont quatre sont tués.

Pékin, 8 octobre (Agence « Chine Nouvelle »). Document du ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine.

En réfutation de la déclaration du gouvernement soviétique du 13 juin 1969 (8 octobre 1969).

Le 7 octobre 1969, le gouvernement chinois a fait une déclaration au sujet du problème de frontière sino-soviétique. Dans cette déclaration, il a mis à nu le fond de la déclaration du gouvernement soviétique en date du 13 juin 1969, réitéra sa position conséquente en faveur de la solution, par voie de négociations pacifiques, de l'ensemble du problème de frontière sino-soviétique, et propose d'aboutir en premier lieu à un accord sur les mesures provisoires à prendre pour maintenir le statu-quo à la frontière, éviter tout conflit armé et rompre le contact entre les forces armées des deux parties dans toutes les régions contestées à la frontière sino-soviétique. Il y a annoncé par ailleurs : les gouvernements chinois et soviétiques ont déjà décidé, à la suite de discussions, que les deux parties tiendront des négociations frontalières à Pékin. La position et les propositions susmentionnées du gouvernement chinois ont frayé la voie qui consiste à détendre la situation à la frontière sino-soviétique et à promouvoir le règlement raisonnable du problème de frontière entre les deux pays.

Dans sa déclaration du 13 juin, le gouvernement soviétique a forgé, selon son bon plaisir, toutes sortes d'arguments fantastiques pour continuer à faire l'apologie de l'agression criminelle de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine et accuser calomnieusement le gouvernement chinois d'avoir poursuivi une politique dite expansionniste. Le ministère des Affaires étrangères de la République Populaire de Chine juge nécessaire d'adresser une réplique à ces absurdités et de les réfuter.

1. Dans le passé, c'est la Chine qui a envahi la Russie, ou bien c'est la Russie qui a envahi la Chine.

Dans sa déclaration, le gouvernement soviétique affirme : les terres chinoises de 1 500 000 kilomètres carrés occupées par la Russie tsariste ne furent jamais partie du territoire chinois. Tels les tsars de la Russie, les empereurs des Tsing commirent aussi des agressions contre autrui et, par voie de conséquence, pour ce qui est des relations russo-chinoises, il n'était pas question de rapports entre l'agresseur et sa victime. C'est falsifier l'histoire pour justifier l'agression des anciens tsars.

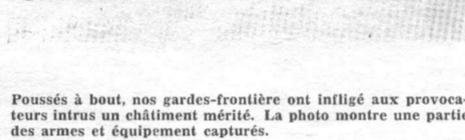
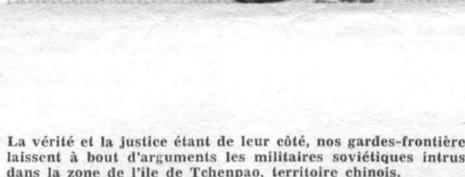
Le grand Lénine nous a enseigné : « Lorsqu'on analyse une question sociale, la théorie marxiste exige expressément qu'on la pose dans un cadre historique déterminé... » (1). Le Parti Communiste Chinois et le gouvernement de la République Populaire de Chine n'ont jamais éludé le fait que dans le passé, au cours de la formation et du développement de la Chine en tant qu'Etat multinational, les gouvernements féodaux de la Chine, comme ceux d'autres pays, s'étaient livrés à l'expansion et avaient perpétré des agressions contre certains pays voisins. Cependant, après la guerre de l'opium de 1840, la Chine fut graduellement réduite à une semi-colonie et devint l'objet de l'agression des puissances impérialistes, en ce qui concerne les relations sino-russes, la Chine n'envahit jamais la Russie tsariste ; au contraire, c'est la Russie tsariste, Etat impérialiste, militaire et féodal, qui commit l'agression contre la Chine semi-coloniale. Le problème de frontière sino-soviétique laissé en suspens jusqu'à ce jour est précisément dû à l'agression de l'impérialisme tsariste russe contre la Chine.

Lénine a indiqué en avril 1917 : « Que Nicolas-II et Guillaume-II représentaient tous les deux les classes réactionnaires et capitalistes de leurs pays respectifs (note : la Russie et l'Allemagne), qu'ils aient poursuivi tous les deux, au cours des dernières décades, une politique de mise au pillage de pays étrangers, une politique visant à dépouiller la Chine, à étrangler la Perse, à démembrer et à partager la Turquie, c'est un fait. Si M. Plekhanov avait effleuré — seulement effleuré — l'histoire de la diplomatie et de la politique étrangère au cours des dernières décades, il n'aurait pas pu ne pas le remarquer. Il n'aurait pas eu le front de le nier » (2). Or, l'actuel gouvernement soviétique a inventé toutes sortes d'arguments étranges pour nier ce fait coûte que coûte.

Selon la déclaration du gouvernement soviétique, les Chinois ne seraient composés que des Hans, alors que les Manchous et les autres minorités nationales de la Chine ne sauraient compter parmi les Chinois, et aucune des régions habitées par les minorités nationales de la Chine ne serait territoire chinois. Pareille allégation serait-elle jamais soutenable ?

Les pays du monde sont, dans leur grande majorité, des Etats multinationaux, et la population d'une seule et même nationalité habite, dans bien des cas, des pays différents. Tout comme Engels l'a fait remarquer : « ... Aucune frontière d'Etat ne coïncide avec la frontière naturelle de nationalité, celle de langue » (23). La Chine se forma voici déjà plus de 2 000 ans en un Etat féodal, multinational, unifié. Peu importe la substitution d'une dynastie féodale à une autre, et quelle que soit la nationalité au pouvoir, elle s'est toujours présentée sur le globe en tant qu'Etat multinational. Dans le passé, la frontière chinoise subit de nombreux changements, cependant, elle ne fut en aucun moment limitée aux seules régions des Hans. La Chine avait ses frontières bien nettes avant d'être envahie par les puissances impérialistes occidentales dans le milieu du 19^e siècle.

L'argument du gouvernement soviétique suivant lequel la frontière d'un Etat doit être déterminée selon la nationalité, est une « doctrine » extrêmement réactionnaire. Voici plus d'un siècle qu'Engels a souligné avec acuité :



Poussés à bout, nos gardes-frontière ont infligé aux provocateurs intrus un châtiement mérité. La photo montre une partie des armes et équipement capturés.

POUR AUTANT QU'IL S'AGIT DE NOS PROPRES DESIRS, NOUS NE DEMANDONS PAS A NOUS BATTRE, MEME UN SEUL JOUR. MAIS SI LES CIRCONSTANCES NOUS Y OBLIGENT, NOUS POUVONS NOUS BATTRE JUSQU'AU BOUT.

MAO TSE-TOUNG.

(Petit Livre Rouge, page 95.)

ce soi-disant « principe des nationalités n'est autre chose qu'une invention russe forgée pour détruire la Pologne » (4). Pour parler franc, le but intense poursuivi par le gouvernement soviétique en reprenant ce soi-disant « principe des nationalités » a son compte, est de diviser la nation chinoise et de mettre la main sur les régions frontalières de Chine où vivent nos minorités nationales.

En ce qui concerne le secteur oriental de la frontière sino-soviétique, le gouvernement soviétique a dit dans sa déclaration : Le bassin du Heilong fut mis en valeur, au début, par les colons russes, et depuis, il a toujours appartenu à la Russie. Les Hans et les Manchous de la Chine n'y arrivèrent jamais. C'est vraiment un conte fantastique.

Comme le sait quiconque a tant soit peu connaissance de l'histoire, l'Etat russe unifié ne prit forme qu'à la fin du 15^e siècle et au début du 16^e siècle, et ce n'est que dans la seconde moitié du 16^e siècle, l'Etat russe tsariste s'étendit au-delà des monts Oural et se livra à l'expansion vers la Sibérie. Puis, c'est au milieu du 17^e siècle seulement qu'une poignée de colonialistes tsaristes russes pénétrèrent dans le bassin du Heilong. Or, bien des siècles avant la formation de l'Etat russe unifié, la Chine exerçait déjà sa juridiction dans cette région.

Au cours de la première moitié du 8^e siècle, pour ne pas remonter trop loin, la Chine des Tang institua déjà des organismes administratifs dans le bassin du Heilong. Et au commencement du 15^e siècle, la Chine des Ming établit des centaines d'organismes administratifs aux échelons de Toutchehoueiche-se, de Wle, de Souo, etc., dans les vastes régions allant depuis la rivière Onon à l'ouest jusqu'à l'île Kouye (Sakhaline) à l'est, depuis la rivière Oudi au nord jusqu'à la mer du Japon au sud. Le célèbre Toutchehoueiche-se de Nourkan fut mis sur pied précisément en 1409 à Tyrin, près de l'embouchure du Heilong. Les fonctionnaires et officiers de ces organismes administratifs comprenaient des Hans, des Nourkans (Manchous) et des Chinois d'autres nationalités.

Au cours de la première moitié du 17^e siècle, après que les manchous furent devenus la nationalité régnante, la Chine des Tsing continua à exercer sa juridiction dans cette région, à y affecter des fonctionnaires et officiers pour en assurer la défense, enrôler des soldats et percevoir des impôts. Les guerres menées par la Chine contre les colonialistes tsaristes russes pendant la seconde moitié du 17^e siècle sont autant de guerres de résistance contre les envahisseurs, et non des expéditions militaires telles qu'elles sont mentionnées dans la déclaration du gouvernement soviétique. Ceux qui s'élançèrent vraiment dans l'expédition, ce sont les cosaques de la Russie tsariste qui, à partir de delà les monts Oural, poussèrent jusqu'au bassin du Heilong après avoir parcouru une immense distance. Le « traité sino-russe de Nipchu » de 1689 confirma, sous forme juridique, les vastes régions des bassins du Heilong et du Wousouli comme étant des territoires chinois.

En outre, le gouvernement soviétique a allégué que la « palissade des saules » érigée sous la dynastie des Tsing formait, à cette époque, la frontière nord-est de la Chine, dans le dessein de prouver par là que les bassins du Heilong et du Wousouli n'étaient pas des territoires chinois. Qu'est-ce que c'est, cette palissade ? Elle est la haie de saules que la dynastie des Tsing fit élever dans le bassin du fleuve Liaoho, pour marquer les limites des zones interdites dont le franchissement, en vue de la chasse, du pâturage et de la cueillette du gin-seng, était défendu aux gens du peuple. Les zones indiquées par la « palissade des saules » n'étaient qu'une très petite portion de la vaste région de la Chine du nord-est comprenant les bassins du Heilong et du Wousouli, et placée sous l'administration du général « Aihouei », gouverneur du Helongkiang, du général « Ningkouta », gouverneur du Kirin, et du général « Chengking », gouverneur du Liaoning. Que le gouvernement soviétique soit allé jusqu'à qualifier cette palissade de frontière chinoise, cela est aussi absurde que de présenter l'enceinte du Kremlin comme frontière de la Russie.

Quant au secteur occidental de la frontière sino-soviétique, le gouvernement soviétique a prétendu dans sa déclaration que dès les années 40 du 18^e siècle, les minorités nationales chinoises résidant à l'est et au sud du lac Balkhach devinrent sujettes du tsar, faisant entendre par là que la région habitée par celles-ci appartenait depuis longtemps à la Russie tsariste. Et de poursuivre : c'est seulement dans les années 50 du 18^e siècle, après l'occupation de la Dzoungarie par les gouvernants des Tsing, que le Sinkiang fut compris dans le territoire chinois. C'est, purement et simplement, altérer l'histoire.

Les liens unissant la région du Sinkiang aux autres parties de la Chine sur les plans politique, économique et culturel datent, au moins, de plus de 2 000 ans. Déjà, avant l'ère de J.-C., la Chine des Han institua des organismes administratifs dans les vastes régions à l'est et au sud du lac Balkhach. Au 8^e siècle, Li Po, grand poète chinois des Tang, naquit justement au bourg de Tchou sur la rivière du même nom, au sud du lac Balkhach. La Dzoungarie dans la région située à l'est et au sud du lac Balkhach fut composée des tribus nomades des Mongols cirotés de la Chine. L'apaisement de la Dzoungarie par les Tsing relevait des affaires intérieures de la Chine et n'avait rien à voir avec la frontière sino-russe.

Au temps des Tsing, la frontière occidentale de la Chine se trouvait originellement au lac Balkhach, ce qui fut non seulement consigné dans un grand nombre de documents officiels de la Chine, mais aussi confirmé par bien des ouvrages et des cartes historiques, édité

en Russie tsariste comme en Union soviétique. Par exemple, dans un de ses ouvrages, Babkov, représentant russe qui signa le « protocole de Tatcheng sur la délimitation de la frontière sino-russe » en 1864, écrivait en termes explicites : la frontière chinoise passe par la rive nord du lac Balkhach (5). Sur l'atlas historique de l'U.R.S.S. vérifié et approuvé en 1958 par le gouvernement soviétique, la frontière chinoise du 19^e siècle est encore nettement tracée au lac Balkhach.

Avant le milieu du 19^e siècle, les minorités nationales chinoises à l'est et au sud du lac Balkhach ne devinrent jamais sujettes de la Russie. En prétendant que les Kazakhs dans le Kazakhstan oriental et septentrional, près du lac Balkhach, se soumettent au tsar pendant la première moitié du 18^e siècle, le gouvernement soviétique s'est trompé de lieu. A l'époque, ceux qui exprimèrent à un certain moment, le désir de se soumettre au tsar, ce sont des tribus demeurant dans le Kazakhstan occidental situé entre la mer Caspienne et la mer d'Aral, et dans le Kazakhstan septentrional, mais non les Kazakhs dans le Kazakhstan oriental, et moins encore s'agissait-il là des minorités nationales chinoises à l'est et au sud du lac Balkhach.

Le gouvernement soviétique a dit que la frontière septentrionale de la Chine suivait la grande muraille. Ce n'est pas une invention à inscrire à son crédit. L'inventeur de cette « théorie » est Nicolas-II, le dernier des vieux tsars. Les divers tronçons de la grande muraille furent construits au 4^e siècle avant J.-C. et reliés par la dynastie des Ts'in au 3^e siècle avant J.-C. ; même en ce temps-là, la grande muraille ne constituait pas frontière de la Chine. En discutant de la question de frontière sino-soviétique, le gouvernement soviétique a évoqué la grande muraille construite il y a plus de 2 000 ans et en a parlé avec tant d'intérêt, nous aimerions donc poser une question : où se trouvait, à cette époque, la frontière russe ?

2. Qui pratique, en fin de compte, une politique expansionniste ?

Engels a indiqué : « ... Un russe, s'il est chauviniste, s'agenouillera tôt ou tard devant le tsar... » (6). Prendre la défense des vieux tsars, c'est justifier l'agression. Quand on veut faire l'agression contre les autres, on tient à taxer ceux-ci de vouloir se livrer à l'agression. Voilà une tactique habituelle de tout agresseur.

Dans sa déclaration, le gouvernement soviétique a prétendu calomnieusement que la politique extérieure et la propagande actuelles de la Chine ont accordé une place très importante aux revendications territoriales envers les autres Etats, et que les dirigeants chinois ont formulé aujourd'hui des prétentions sur les terres qui furent envahies ou sur le point de l'être par les conquérants chinois du passé.

Cependant, l'étiquette d'expansionnisme ne sied pas à la Chine. Il est connu de tous dans le monde que la Chine nouvelle n'a de prétentions territoriales envers aucun pays, qu'elle n'a envoyé de troupes stationner dans aucun pays étranger. Quant aux problèmes de frontière avec ses voisins, légués par l'histoire, le gouvernement de la République Populaire de Chine a toujours préconisé d'y apporter, en tenant compte tant du contexte historique que de la réalité actuelle, un règlement raisonnable et équitable sur la base de la compréhension mutuelle et des concessions réciproques. A partir de 1960, la Chine a réglé successivement, de façon satisfaisante, les problèmes de frontière avec ses voisins tels que la Birmanie, le Népal, la République Populaire de Mongolie, le Pakistan et l'Afghanistan, et a signé avec eux de nouveaux traités de frontières sur un pied d'égalité. La Chine et ses voisins concernés sont tous satisfaits de ces traités. Et il n'y a pas longtemps, force était encore à des dirigeants de la République Populaire de Mongolie eux-mêmes d'avouer que le calme régnait à la frontière sino-mongole.

C'est l'Union Soviétique, et non la Chine, qui a envoyé des troupes massives stationner en République Populaire de Mongolie. C'est aussi l'Union Soviétique, et non la Chine, qui a dépêché des centaines de milliers de soldats pour occuper la Tchecoslovaquie. C'est encore l'Union Soviétique, et non la Chine, qui fait parade de la force en Europe orientale, dans la Méditerranée, dans l'Océan Indien, dans le Pacifique et partout ailleurs. Rien n'est plus éloquent que les faits. Au fond, qui se livre à l'expansion et à l'agression, et qui prétend aujourd'hui aux terres qui furent envahies ou sur le point de l'être par les conquérants du passé, cela n'est-il pas clair comme le jour ?

La lecture des diverses allégations singulières contenues dans la déclaration du gouvernement soviétique ne peut que donner à penser aux plans insensés dressés, à l'époque, par les vieux tsars en vue du partage de la Chine.

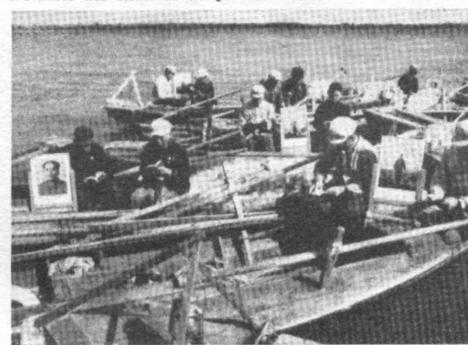
Le 16 février 1903, le ministre russe de l'Armée Kouroupatkine écrivait dans son journal : « ... Notre souverain se grandioses plans en tête : gagner la Mandchourie et annexer la Corée à la Russie. Il rêve encore de placer le Tibet sous son pouvoir » (7).

Dans son rapport confidentiel adressé en 1916 au tsar Nicolas-II, ce même Kouroupatkine déclara qu'il était d'une nécessité urgente que de modifier la frontière sino-russe, et proposait de tracer une ligne directe entre le pic Khan-Tengri, dans la montagne Tienchan, et Vladivostok (Haichenwe) comme frontière de sorte que Kouldja (III), la partie septentrionale de la Mongolie et la Mandchourie soient inclus dans le territoire de l'empire russe (8).

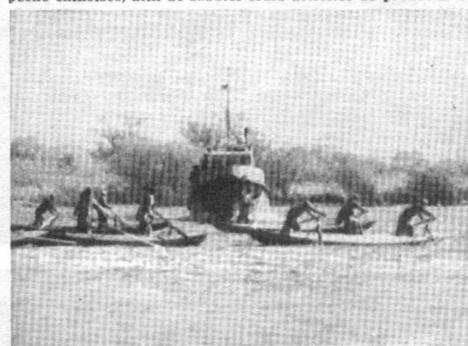
En 1916, dans son ouvrage Les notes sur l'impérialisme, Lénine donnait des références semblables : la Russie tsariste « pratiquait également en Asie orientale une

En réfutation de la déclaration du gouvernement soviétique du 13 juin 1969

Sur le Heilong et le Wousouli : des pêcheurs chinois en train d'étudier des citations du président Mao.



Une canonnière soviétique fonce sur des embarcations de pêche chinoises, afin de saboter leurs activités de production.



Résistant à l'injustice et à la violence, un de nos pêcheurs brandit fureusement sa hache pour couper la lance d'eau d'une canonnière soviétique. Il y a réussi.



Sans se laisser intimider par les brutaux envahisseurs soviétiques, nos pêcheurs de l'île de Woupalao engagent contre eux une lutte héroïque.



expansion constante conformément à un plan prémédité, qui varie selon des circonstances mais reste inchangé dans ses parties essentielles, dans le but d'occuper directement les vastes territoires s'étendant jusqu'à la grande muraille et d'établir son hégémonie en Asie orientale » (9).

Aujourd'hui, le gouvernement soviétique a ostensiblement allégué une nouvelle fois, dans sa déclaration, qu'avant la dynastie des Tsing, la frontière chinoise était marquée au nord par la grande muraille, et ne s'étendait pas, à l'ouest, au-delà des provinces du Kansou et du Setchouan. Cela ne peut que faire soupçonner qu'il y a dans la politique d'Etat du gouvernement soviétique en voie d'élaboration, une ombre des « grandioses plans » qu'un vieux tsar avait en tête pour le partage de la Chine.

Dans le passé, les vieux tsars, en collusion avec les puissances impérialistes occidentales, se sont livrés au partage de la Chine. Et aujourd'hui, le gouvernement soviétique tente de s'allier avec les impérialistes américains ainsi que les réactionnaires japonais et indiens pour réaliser son ambition de démembrer la Chine ou de se tailler des sphères d'influence en Chine. Les impérialistes américains et les réactionnaires japonais clament que Taiwan ne serait pas territoire chinois, les réactionnaires indiens affirment que le Tibet ne ferait pas partie du territoire chinois, et le gouvernement soviétique prétend de son côté que les terres situées au nord de la grande muraille et à l'ouest des provinces du Setchouan et du Kansou n'appartiendraient pas à la Chine. Les uns visent la Chine du sud-est, d'autres, la Chine du sud-ouest. Le troisième, la Chine du nord-ouest, du nord et du nord-est. N'est-ce pas là une merveilleuse coordination ?

Ces derniers temps, de Moscou sont venues toutes sortes de clameurs antichinoises, bien sensationnelles, dans le genre : combien les Chinois sont barbares ; la Chine entend modifier la ligne frontière par la force des armes, annexer la République Populaire de Mongolie, déclencher une grande guerre nucléaire contre l'Union Soviétique et fonder un grand empire s'étendant du Pacifique à la mer Noire, etc. Voilà qui ne peut manquer de remettre en mémoire ces propos tenus par Lénine en décembre 1900 : « Actuellement, la presse mène campagne contre les Chinois et se répand en clameurs sur la barbarie de la race jaune et sa haine de la civilisation, sur la mission civilisatrice de la Russie, l'enthousiasme avec lequel les soldats russes vont au feu, etc. A plat ventre devant le gouvernement et le sac d'écus, les journalistes se mettent en quatre pour attiser dans le peuple la haine de la Chine » (10). Quelle ressemblance frappante entre la vague antichinoise soulevée aujourd'hui par le gouvernement soviétique et les agissements des vieux tsars à l'époque !

Il est à souligner que c'est peu de temps après que le secrétaire général du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique, Brejnev eut proposé le soi-disant « système de sécurité collective en Asie » que le gouvernement soviétique a sorti cette déclaration pour attiser l'opposition à la Chine. En mijotant le « système de sécurité collective en Asie », le gouvernement soviétique non seulement vise à former un anneau d'encerclement antichinois et à perpétuer de nouvelles agressions contre la Chine, mais tente aussi, dans ses intentions encore plus immédiates et pratiques, de contrôler les pays d'Asie au nom de la « sécurité collective » et de la « coopération régionale », tout comme il a recours à l'« organisation du traité de Varsovie » et au « Comecon » pour exercer sa mainmise sur les pays d'Europe orientale.

Nous aimerions donner ce conseil au gouvernement soviétique : mieux vaut être un peu sensé ! Le peuple chinois est déjà debout depuis longtemps. L'époque où les peuples d'Asie se trouvaient à la merci d'autrui est à jamais révolue. De plus en plus nombreux sont les pays asiatiques qui ont percé à jour votre dessein. Si vous poursuivez obstinément la voie des anciens tsars, vous ne connaîtrez absolument pas une fin moins triste que les tsars d'autrefois.

1. Lénine, « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes », œuvres complètes, tome 20, p. 401 de l'édition chinoise.

2. Lénine, « Sur les traces de la « Rousskaïa volia », œuvres complètes, tome 24, p. 91 de l'édition chinoise.

3. Engels, « Que la classe ouvrière a-t-elle à faire avec la Pologne ? », œuvres complètes de Marx et d'Engels, tome 16, p. 176 de l'édition chinoise.

4. Engels, « Que la classe ouvrière a-t-elle à faire avec la Pologne ? », œuvres complètes de Marx et d'Engels, tome 16, p. 177 de l'édition chinoise.

5. Babkov, « Mémoires sur mon service en Sibirie occidentale », 1859-1875, p. 162.

6. Engels, « La politique extérieure du tsarisme russe », œuvres complètes de Marx et d'Engels, tome 22, p. 18 de l'édition chinoise.

7. « Journal de Kouroupatkine », voir la revue de la Russie soviétique « Les archives rouges », tome 2, 1922, p. 31.

8. Voir la revue soviétique « Le nouvel Orient », tome 6, p. 270.

9. Lénine, « Les notes sur l'impérialisme », œuvres complètes, tome 39, p. 765 de l'édition chinoise.

10. Lénine, « La guerre de Chine », œuvres complètes, tome 4, p. 338 de l'édition chinoise.

(à suivre)

Marseille : Scandale au « Service de l'Hygiène »



Les tonneaux du Grand Arénas

Messieurs,

Je vous écris parce que je crois que l'Humanité Rouge est le seul journal qui acceptera de s'intéresser au sort de deux malheureuses familles qui vivent au camp du Grand-Aréas, quartier de la Cayolle, Marseille.

Ces familles, qui ont à elles deux onze enfants, sont totalement privées d'eau depuis plus d'un mois. Elles sont victimes de la L.O.G.I.R.E.M. (société de H.L.M. dont le grand patron est M. Claudius Petit, ancien ministre de la Reconstruction!) et de son représentant au quartier de la Cayolle : le nouveau gérant, qui ressemble à son prédécesseur, le triste et célèbre Scano, comme deux gouttes d'eau!

Le vendredi 3 octobre, j'ai donc accompagné les deux mères de famille à la direction du service de l'Hygiène, rue Briffaut, Marseille-5^e.

Nous y avons été reçus comme des chiens dans un jeu de quilles, par un « fonctionnaire de choc » qui a tout de suite fait preuve d'une grossièreté incroyable... « Ces gens-là sont bien capables d'avoir arraché eux-mêmes les tuyaux pour vendre le plomb! » « Ce sont des associaux, des fainéants, qui vivent sur notre dos! » « Ils ne veulent rien payer et tout avoir! », « Ils ont déjà coté très cher à la L.O.G.I.R.E.M.! » « Au Grand-Aréas, tout le monde roule en D.S.! ». Il ne manquait que la classique imbécillité : « Si on leur donne une baignoire ils y foudrent une chèvre! »...

Comme je lui répliquai qu'il ne s'agissait pas de cela, mais que nous étions venus lui demander d'intervenir afin que l'eau soit rétablie par le gérant du camp, il me menaça, disant « qu'il me photographiait » et que j'étais un « maoïste, un marxiste-léniniste, qui ne cherchait qu'à créer le trouble! » (en me traitant de marxiste-léniniste, il m'a donné l'idée de vous écrire en vous demandant de bien vouloir faire passer cette lettre dans l'Humanité Rouge).

Ce surprenant « fonctionnaire » a encore déclaré « qu'il ne voulait rien faire pour des gens comme ceux du Grand-Aréas »... Devant notre détermination et les protestations indignées des deux mères de famille, il dut capituler et déclara : « Si je fais quelque chose... c'est pour les enfants, et non pour les parents! » Après avoir énoncé cette autre grossièreté, il appela le gérant de la L.O.G.I.R.E.M. par téléphone et lui tint à peu près ce langage : « ... Mais bien sûr... mais naturellement... je suis entièrement d'accord avec vous... vous avez parfaitement raison... mais enfin, « par souci d'humanité... mettez-leur un petit point d'eau! »...

Depuis cette « courtoise » intervention, 8 jours sont passés et... pas plus de point d'eau que d'humanité dans le cœur des capitalistes de la L.O.G.I.R.E.M. et de ses valets! Le gérant du Grand-Aréas sait très bien qu'il n'a rien à craindre de ces messieurs du service de l'Hygiène de Marseille car ils ont le même patron! Il refuse donc de mettre de l'eau sans même s'embarrasser du moindre prétexte! En cas d'épidémie dans le camp, il devra être tenu pour responsable et il faudra veiller à ce qu'il ne se mette à l'abri derrière ses maîtres.

Messieurs, je vous écris ces lignes encore sous le coup de la révolte et espère que vous les ferez passer dans votre journal que je diffuserai évidemment massivement parmi les victimes des rapaces de la L.O.G.I.R.E.M. et de leurs valets.

Un lecteur et futur diffuseur.

N.D.L.R. — Cette lettre est très révélatrice de l'état d'esprit qui règne dans les services de l'Hygiène de la

ville de Marseille... Il n'est pas étonnant que toutes les demandes d'enquêtes, d'analyse de l'eau, les plaintes justifiées des habitants du Grand-Aréas soient toujours restées dans réponse! D'autant moins étonnant que le « fonctionnaire dont il est question dans la lettre ci-dessus, véritable nazi, est justement le « responsable de

l'hygiène du camp du Grand-Aréas! Plusieurs questions se posent donc au sujet de cet incident : 1) Le directeur du service de l'Hygiène de la rue Briffaut ne peut ignorer cet incident, il a certainement assisté, derrière la porte de son bureau, à la scandaleuse tenue de son « collaborateur »... M. le Directeur du service de l'Hygiène, de la rue Briffaut, trouve-t-il normal qu'un de ses employés se conduise de la sorte? Est-il d'accord avec ces pratiques? A-t-il la volonté d'y mettre fin ou est-il impuissant devant un subalterne « couvert »?

C'est en tout cas un exemple de la fascisation de l'appareil d'Etat que nous dénonçons et nous appelons les victimes de la L.O.G.I.R.E.M. à ne jamais s'en remettre aux « autorités » pour l'amélioration de leur sort, mais à leur action. Les « autorités » ne peuvent rien pour le peuple, elles ne pensent qu'à servir les intérêts de leur classe; des centaines de familles attendent un toit et sont parquées au Grand-Aréas dans des taudis infectés... Au lieu de construire rapidement des logements sociaux, les « autorités » aménagent un boulevard à deux voies et éclairage ultra-moderne! Les victimes des capitalistes monopolistes doivent se préparer à balayer toutes ces « autorités » dont la faillite est de jour en jour plus visible.

Censier : La lutte contre l'augmentation des droits d'inscription se développe !

A Censier, depuis une semaine, des piquets interdisent que l'administration délivre des cartes d'étudiants tant que l'ancien tarif des droits d'inscription ne sera pas rétabli.

Ce tarif, rappelons-le, a été majoré de 50 % par un décret de Guichard (ex-flic et maintenant ministre de l'Education nationale). 50 %, cela fait 50 F par étudiant. Faites ce petit calcul : 50 F x 600 000 étudiants : 30 millions de francs (3 milliards d'A.F.). Voilà le premier « cadeau » que fait le gouvernement aux étudiants dans le cadre du plan « de redressement »!

Mais suivant l'exemple de la classe ouvrière, cheminots en tête, les étudiants sont décidés à ne pas se laisser faire. Censier a été la première faculté à répondre à l'appel à la lutte lancé par le Bureau national de l'U.N.E.F. : le jour même de l'ouverture des inscriptions les piquets sont en place devant les caisses. Piquets dissuasifs, le but est d'expliquer aux étudiants qu'il faut refuser de payer les 50 F, d'expliquer le plan « de redressement », cause de cette augmentation. La sympathie des étudiants est évidente, les manifestations d'hostilité rares.

Première victoire : le jour même, à midi, le recteur décide de suspendre les inscriptions.

Etant donné que la lutte risque de s'étendre à d'autres facultés, le gouvernement conseille aux doyens de généraliser le système des inscriptions par correspondance. Mais comment inscrire des dizaines de milliers d'étudiants par correspondance alors qu'il faut des semaines dans les conditions habituelles à Nanterre-Droit, l'administration confie les dossiers à l'ordinateur I.B.M. Résultat : il faut recommencer toutes les inscriptions à la main! Ce ne sont pas les ordinateurs qui empêcheront les grèves.

En la matière, les révisionnistes ont acquis une solide expérience. Le Conseil de gestion de Sorbonne-Censier, élu par les fascistes, les révisionnistes et quelques étudiants, va tenter de venir en aide au gouvernement. Il se déclare « contre » l'augmentation des droits d'inscriptions et « propose » d'inscrire les étudiants : « Vous payerez plus tard, on va tenter un recours en Conseil d'Etat » (!). La manœuvre est simple : éviter le système des inscriptions par correspondance, ensuite il ne restera plus qu'à envoyer les bordereaux de paiement à chaque étudiant inscrit, au nouveau tarif bien sûr!

Les bureaux ouvrent de nouveau, mais les piquets sont là. Pour appuyer les « propositions » du Conseil de Participation où siègent leurs représentants, des commandos de l'U.E. « C. », soutenus et approuvés par quelques fascistes, se lancent contre les piquets aux cris de... « liberté du travail »!... Mais les étudiants ne suivent pas et devant la fermeté des piquets, la provocation révisionniste échoue. Une fois de plus, le révisionnisme apparaît sous

son vrai visage : le principal pilier de la bourgeoisie et le meilleur défenseur de son Université.

Dependant, la lutte est difficile : il ne faut pas attendre une réelle mobilisation de masse des étudiants avant la rentrée, ce qui fait que les piquets sont peu nombreux. Nombreux sont les étudiants qui sympathisent mais ne comprennent pas toute l'importance de la lutte. Les piquets sont l'arme privilégiée pour l'explication, mais ce travail est long et difficile.

De plus, la récente provocation du député U.D.R. de l'Essonne venu « régler » l'inscription de sa fille en arborant son écharpe tricolore, montre que le pouvoir bourgeois à plus d'une tactique dans son sac; d'autres provocations (U.D.R., soi-disant parents d'élèves, notamment) peuvent se produire, les militants doivent renforcer leur unité et se montrer très vigilants.

Aussi la Ligue soi-disant « communiste » se retire-t-elle de la lutte. Il est tellement plus facile de passer son temps à falsifier l'histoire et à calomnier, calomnier Staline, mais aussi les militants qui continuent la lutte. En adoptant une attitude défaitiste, en cherchant à liquider tout mouvement de masse, la Ligue anti-communiste, organisation petite-bourgeoise inconsciente, « gauchiste » en apparence, se montre pour ce qu'elle est : un groupe droitier, auxiliaire du révisionnisme.

Quant à l'autre organisation trotskiste, l'A.J.S., elle participe au mouvement de manière ambiguë. Elle tient ses propres piquets et mène la lutte de façon corporatiste, comme d'habitude : « les étudiants ne feront pas les frais de l'austérité ». C'est là son mot d'ordre principal, comme si les premiers touchés n'étaient pas les travailleurs! Son objectif : « des milliers de jeunes à Paris! » (autrefois c'étaient des « millions »!)

Ceux qui mènent activement la lutte contre les 50 F d'augmentation des droits d'inscription, en la situant dans le cadre général de la lutte populaire contre le « plan de redressement », ce sont les militants de l'Humanité Rouge, des E.S.U. et des étudiants progressistes. Unis à la base et dans l'action, organisés dans les C.A.-U.N.E.F., ils tiennent ensemble les piquets.

La lutte contre les 50 F continue. Elle s'étend dans les facultés de province, lentement il est vrai, car la rentrée universitaire est échelonnée.

Le mouvement ne peut aller qu'en s'amplifiant, d'autres objectifs sont déjà définis pour la rentrée (cf. H.R., n° 27 et 28). Un prochain meeting de l'U.N.E.F. contre l'austérité doit permettre de faire un bond dans la mobilisation en rassemblant tous les étudiants en lutte de la région parisienne.

Pour le C.D.H.R.-Censier, correspondant H.R.

LES DEUX FASCISMES

Appeler du même nom des choses exactement contraires pour provoquer la confusion dans les esprits. Telle est la grande duperie de notre époque. Exemple : Fascisme rouge, comportements fascistes des troupes d'extrême gauche, les deux fascismes, etc.

Et pourtant, nous pourrions dire : d'un côté le passé, de l'autre le progrès. D'un côté la force, de l'autre, l'explication. D'un côté, l'oppression par un petit groupe de privilégiés, de l'autre le soutien des masses. D'un côté en définitive la haine, de l'autre l'amour du peuple.

Le fascisme défend ce qu'il appelle « les valeurs » traditionnelles, famille, patrie, race, civilisation. Derrière la défense de ces valeurs « nobles » se cache celle d'intérêts qui le sont beaucoup moins : la propriété, l'argent, le capital. Lorsque se font jour de toute part des aspirations à la vie collective, il se fait le champion de l'individualisme. Lorsqu'apparaît dans la jeunesse surtout, l'exigence retrouvée d'un internationalisme véritable, il s'indigne ou plutôt s'effraie. Chacun sait que les fauteurs de troubles sont toujours des éléments étrangers à la solde de...

Face aux poussées révolutionnaires qui sont l'expression de ces aspirations nouvelles, le réformisme concède, temporise, guette l'occasion propice pour reprendre d'une main ce qu'il accorde de l'autre (voir en France après mai 68). Le fascisme maintient, durcit, régresse.

D'un côté donc, la force, de l'autre l'explication. Car la vérité s'explique et se démontre. Comprendre d'abord les véritables besoins des masses, écouter, ne jamais se substituer, élaborer ensemble une pensée commune, une ligne juste, voilà ce que nous voyons faire aux marxistes-léninistes.

C'est parce que ce travail d'explication n'est plus fait depuis longtemps par les révisionnistes, parce qu'il n'y a plus de consentement, de décisions prises à la base que le révisionnisme emploie la force : Tchécoslovaquie, menaces sur la Roumanie. Le révisionnisme soviétique par l'emploi de la force devient un fascisme. Il est menacé, menaçant parce qu'il a cessé d'être mouvement en avant et d'exprimer les aspirations des masses.

Quant aux violences des groupes d'extrême gauche, elles ne sont pas toutes à mettre sur le même plan. Certaines sont injustifiables et signe d'immaturité politique. Mais face aux mensonges qui s'étalent dans la presse bourgeoise, c'est un acte de courage et de justice que de diffuser la vérité interdite. Si les colleurs d'affiches, les diffuseurs de tracts sont victimes d'agression, souvent de la part des révisionnistes, du côté des agresseurs est la violence fasciste.

D'un côté la sottise, de l'autre la plus haute conscience politique. Sottise du fascisme qui essaie de copier ce qui attire aux marxistes l'adhésion des peuples. Il ne sait imaginer qu'un anti-idéal, comme une sorte de négatif, démarcation servile, trait pour trait de ce qu'il a en face de lui. C'est Tchong Kai-chek voulant copier les méthodes de la guerre révolutionnaire, les colonels en Algérie à la recherche d'un idéal de justice sociale et colorant leurs fumeuses élucubrations d'une prétendue défense de la civilisation chrétienne, Johnson avec son mythe de la « Grande Société ».

Comme si ces constructions sans rapport avec le réel pouvaient se comparer avec les analyses concrètes des situations et des rapports de classe faites par les marxistes, au patient travail de mise en commun de toutes les richesses d'intelligence, de sagesse, de bon sens qui résident dans le peuple.

D'un côté l'oppression par un petit groupe de privilégiés, de l'autre le soutien des masses. Le fascisme peut avoir une large assise à son départ, tant il y a de gens trompés, faisant le jeu d'intérêts qui ne sont pas les leurs, mais elle s'ameuise au fur et à mesure qu'il se révèle pour ce qu'il est, jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'une façade de peur, derrière laquelle tout croule.

Soutien des masses, la seule force irrésistible qui triomphe et triomphera de tous les obstacles : la Chine populaire, le Viêt-nam allant tout naturellement vers sa réunification après avoir vaincu le colosse américain. Un parti révolutionnaire peut être peu nombreux au départ. S'il définit une ligne juste, il rassemble autour de lui des couches de plus en plus larges de la population. D'un côté la haine et le mépris de l'homme. De sinistres figures Franco, l'ère grec, l'Amérique latine. Par là-dessus de la belle morale.

De l'autre l'amour des peuples dépassant le cadre étroit des nationalismes. Ces mots d'Ho Chi-minh entendus un jour à une émission télévisée : « Nous leur pardonnons (aux aviateurs américains lâcheurs de bombes) parce qu'ils ne comprennent pas ce qu'il font. C'est à nous de leur faire comprendre. Nous aimons le peuple américain. » Un travailleur

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(5)

LE PROLÉTARIAT, FORCE PRINCIPALE DE LA RÉVOLUTION (II)

— LE PROLETARIAT DU SECTEUR IMPRODUCTIF (suite)

Il en va de même pour certains employés des banques, comme les mécanographes, qui sont soumis à l'extorsion maximum de surtravail (1).

Par contre, il existe dans le secteur improductif certaines catégories d'employés, qui parfois en plus ont un rôle hiérarchique de direction mineure, qui ne sont pas soumis à la loi de l'extorsion de surtravail et travaillent « à leur main » et parfois même bénéficient de véritables sinécures. Ces fonctions sont liées au caractère parasitaire de certaines parties du secteur improductif dans notre société impérialiste. Seule l'enquête permettra de déterminer avec exactitude quelles sont les catégories petites bourgeoises privilégiées et quel est le véritable prolétariat improductif.

Le secteur improductif n'est pas en bloc parasitaire. Seule une fraction l'est. Pendant longtemps encore, après la victoire de la révolution prolétarienne, tant qu'existeront argent et marchandises, il faudra consacrer une partie du travail de la société aux banques et au commerce.

Mais dans notre société, une partie de ce secteur est franchement parasitaire : c'est là que des fractions de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie tirent leurs revenus. Les frais démesurés de publicité « public relations » disparaîtront avec la révolution socialiste et disparaîtra ainsi le gagne pain d'un certain nombre d'exploiteurs. Quant aux exploités, employés, prolétaires de ces secteurs ils iront rejoindre leurs frères de classe dans d'autres secteurs. Peu importe à une mécanographe de faire des calculs concernant une étude de marché ou un plan de machine complexe.

De même, le secteur des banques, la bureaucratie administrative et comptable des entreprises seront considérablement réduites. Une partie de cette hypertrophie des banques et du commerce venant du caractère impérialiste de notre pays, qui se manifeste par la concentration en France des superstructures comptables et bancaires d'entreprises exploitant les peuples à l'échelle mondiale, disparaîtra également avec le socialisme.

— ARISTOCRATIE OUVRIERE ET TRAVAILLEURS IMMIGRES : LES DEUX POLES DE LA CLASSE OUVRIERE D'UN PAYS IMPERIALISTE

Notre classe ouvrière est celle d'un pays impérialiste ; par les surprofits que lui procure ses positions de monopole et l'exploitation des peuples du monde, le grand capital achète une fraction de la classe ouvrière. Le premier, Lénine, a mis en évidence le lien entre l'impérialisme et le révisionnisme dans le mouvement ouvrier :

« Grâce à ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en plus du profit que les capitalistes font suer aux ouvriers de « leur » pays), on peut corrompre les chefs ouvriers et cette couche supérieure qui constitue l'aristocratie ouvrière. Aussi les capitalistes des pays « avancés » la corrompent-ils par mille moyens directs ou indirects, ouverts ou masqués.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou « d'aristocratie ouvrière » entièrement petit bourgeois par leur genre de vie, par leurs salaires, par leur conception du monde, est le principal soutien de la II^e Internationale et, de nos jours, le principal soutien social (non militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes (labour lieutenants of the capitalist class) de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, ils se rangent inévitablement, en nombre appréciable, du côté de la bourgeoisie, du côté des « Versaillais » contre les « Communnards » ».

Lénine, préface de 1920 à « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme ».

Lénine, par ailleurs, précise que le « pourcentage des ouvriers passant dans la « maîtrise » est plus important parmi les ouvriers des nations oppressives que parmi ceux des nations opprimées » que « politiquement... les ouvriers des nations oppressives occupent une situation privilégiée dans toute une série de domaines de la vie politique par rapport aux ouvriers de la nation opprimée ». Et « idéologiquement la différence est que les ouvriers des nations oppressives sont toujours éduqués par l'école et par la vie dans le mépris ou le dédain pour les ouvriers des nations opprimées ».

(Lénine, « Une caricature du marxisme », 1916.)

Dans notre pays, le racisme à l'égard des travailleurs immigrés est assez développé, y compris dans la classe ouvrière. Les 2 000 000 (plus de 3 000 000 avec les familles), de travailleurs immigrés sont parmi les plus exploités et c'est en partie de cette surexploitation que le capitalisme tire les surprofits permettant d'acheter une fraction de la classe ouvrière.

Outre ces 2 000 000 de travailleurs immigrés, il faut compter en plus ceux qui viennent des pays directement colonisés par l'impérialisme français : Martinique et Guadeloupe, Réunion, Guyane, Djibouti, territoires du Pacifique, etc.

Tous ces travailleurs, comme l'indique Lénine, sont non seulement surexploités mais de plus sont politiquement opprimés et discriminés par la police et l'administration, sans garanties politiques ni juridiques, soumis aux campagnes racistes de la presse et du gouvernement, obligés

de vivre dans des conditions atroces. Les revendications de ces travailleurs comportent nécessairement un aspect politique distinct du contenu des objectifs des travailleurs français. Le soutien de ces luttes fait partie intégrante de notre devoir internationaliste.

La surexploitation de ces travailleurs permet en partie à la bourgeoisie de financer l'aristocratie ouvrière : là où les concentrations de travailleurs immigrés sont les plus fortes, c'est là aussi où l'aristocratie ouvrière est la plus concentrée, comme à Paris par exemple.

Après avoir indiqué que la part du surprofit destinée à corrompre une fraction de la classe ouvrière servait à nourrir des « ouvriers-ministres », « ouvriers-députés », ouvriers fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., Lénine précise les avantages politiques auxquels accède cette aristocratie :

« Sur la base économique indiquée (les surprofits), les institutions politiques du capitalisme moderne — la presse, le Parlement, les syndicats, etc. — ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et d'obédience bourgeoise. Voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».

Lénine, « L'impérialisme et la scission du socialisme ».

Ces quelques citations de Lénine nous donnent tous les critères qui nous permettent de définir un « aristocrate » ouvrier.

Les surprofits impérialistes permettent à la bourgeoisie d'offrir un certain nombre d'avantages à une fraction de la classe ouvrière. Est-ce à dire que tous les ouvriers qui bénéficient de quelques avantages par rapport à la masse des autres sont sur les positions de la bourgeoisie ? L'« aristocrate » ouvrier corrompu et sur les positions de la bourgeoisie cumule un certain nombre de critères : haut salaire, conditions de travail « douces », sécurité de l'emploi, rôle de maîtrise et fonction dans les appareils bourgeois réformistes ou révisionnistes, donc rôle de répression idéologique et politique sur la classe ouvrière.

Par ailleurs, un certain nombre d'ouvriers peuvent avoir de hauts salaires et de bonnes conditions de travail, entraînant un mode de vie supérieur à la masse et voisin de celui de la petite bourgeoisie, mais être moins liés à la bourgeoisie que le bonze syndical.

Seule une fraction des privilégiés, les flics du patron et les agents résolus du révisionnisme, sont définitivement dans le camp de la bourgeoisie. L'autre partie, bien que fortement influencée par l'idéologie bourgeoise et son mode de vie petit bourgeois, peut être dans certaines conditions unie à la lutte du prolétariat.

Le critère de base pour définir l'aristocrate ouvrier, c'est l'exploitation, c'est-à-dire à la fois le niveau de salaire et les conditions, l'intensité du travail : sur l'intensité du travail la bourgeoisie n'a jamais livré aucune statistique, contrairement aux salaires. Seule l'enquête militante permet là-dessus de voir clair. Là aussi, il faut éviter de prendre comme seul critère le niveau des salaires. On commettrait des erreurs graves comme de classer dans l'aristocratie ouvrière tel ouvrier algérien qui fait le travail harassant de goudronneur dans les travaux publics et reçoit une forte paye, ou tel autre qui fait deux journées de travail dans une. De même, on pourrait dire que tous les ouvriers parisiens ayant un salaire moyen de près du double des ouvriers de province font, en bloc, partie de l'aristocratie ouvrière, alors que leur fatigue est souvent plus grande et que le coût des loyers, des transports compte très souvent pour près de 500 F dans un salaire pour l'ouvrier parisien.

Les conditions de travail douces, la sécurité de l'emploi, le rôle de direction délégués par le patron sont un critère important. Prenons par exemple le cas d'un délégué. Il a un certain nombre d'heures libres destinées à faire son travail syndical, de plus, très souvent, pour éviter de désorganiser la production, du fait de ses heures de travail syndical, on ne le met pas à la chaîne, c'est-à-dire là où le travail est le plus intense. C'est une conquête ouvrière parfaitement légitime ; mais si le délégué ne reste pas étroitement lié aux masses et à leur service, si la ligne politique qui le guide devient révisionniste et

s'il perd sa fermeté idéologique prolétarienne, les facilités dont il bénéficie pour faire son travail militant risquent d'être détournées à des fins personnelles et de devenir des facteurs de corruption. Le délégué alors devient un « monsieur » qui ne participe plus que faiblement au travail productif : un bonze syndical.

Par ailleurs, le réformisme et le révisionnisme offrent à d'anciens ouvriers un certain nombre de places dans les appareils des syndicats et du P. « C. » F., la presse, les entreprises du P. « C. » F. et ses municipalités. Dans ce cas, ces places deviennent des sinécures, des planques et ceux qui en bénéficient, des privilégiés.

Une partie de l'aristocratie ouvrière, flics des patrons et révisionnistes endurcis, sera balayée par la révolution. Le reste sera rééduqué par la révolution. Déjà pour une partie d'entre elle, la crise de l'impérialisme, la difficulté qu'il a à maintenir ses surprofits, fait que les avantages dont elle bénéficie fondent de jour en jour.

Avec le développement de la crise du capitalisme, cette tendance s'accroîtra, préparant ainsi le retour aux côtés de leurs frères de classe d'une partie de l'aristocratie ouvrière.

Il ne s'agissait pas ici, dans ces articles de faire une analyse détaillée de l'ensemble des catégories qui composent le prolétariat, encore moins d'étudier les problèmes que pose chacune d'elles : question des femmes, des jeunes travailleurs, des chômeurs, etc. Notre but était simplement :

1. De rappeler en quoi consistait le rôle dirigeant du prolétariat.
2. De délimiter le prolétariat et pour cela de fixer des critères pour déterminer qui en fait, qui n'en fait pas partie.

— LE ROLE DIRIGEANT DE LA CLASSE OUVRIERE

Aujourd'hui, le prolétariat est la classe la plus révolutionnaire, la plus homogène et la plus nombreuse.

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire la bourgeoisie, seule une petite fraction de la classe ouvrière connaît des conditions d'exploitation, de travail, de rémunération et de sûreté d'emploi qui en font la sœur jumelle de la petite bourgeoisie. Et au sein de cette fraction privilégiée seule une petite couche s'est politiquement et idéologiquement intégrée à la bourgeoisie, s'en est fait l'agent dans la classe ouvrière.

Au contraire, notre pays est le premier du monde capitaliste pour le degré d'exploitation de la force de travail, l'ouvrier travaille en moyenne par semaine (1), 43 heures en Allemagne ; 44,5 en Italie ; et 46,7 en France, cela pour un salaire horaire (2) respectivement de 199, 207 et 183 en France. La valeur ajoutée par heure et par ouvrier est en France plus forte que dans tous les pays impérialistes. Par ailleurs le chômage atteint près d'un demi-million si l'on compte tous ceux qui ne peuvent s'inscrire au chômage. Un jeune sur quatre ne peut trouver d'emploi avant le service militaire.

Depuis quelques années la bourgeoisie française n'a d'autre recours, pour faire face à sa crise, que d'accroître l'exploitation des travailleurs. Cette accélération dans l'exploitation, très sensible dans les années 60, fut une cause importante de la révolte de la classe ouvrière en mai 1968. Travailleurs immigrés, manœuvres et O.S., une fraction de plus en plus large des professionnels sont les premiers touchés par cette surexploitation.

Force principale de la révolution, la classe ouvrière en est la seule force dirigeante. Or, elle ne joue jamais ce rôle spontanément mais toujours à travers et par l'intermédiaire d'une avant-garde organisée. Dans la mesure où le révisionnisme du P. « C. » F. et de la C.G.T. continue à tromper de très larges fractions de la classe ouvrière et dans la mesure où l'avant-garde marxiste-léniniste ne dirige pas encore de puissants mouvements dans la classe (suite page 11).

(1) On voit sur l'exemple de la mécanographie, à quel point l'appartenance à un secteur improductif importe peu pour dire si quelqu'un est un prolétaire ou non ; par contre, le seul critère est l'exploitation. En effet, une mécanographe qui met en fiche et comptabilise des chiffres concernant des projets industriels dans les bureaux d'une entreprise fait partie du procès de production et crée de la plus-value. Dans une banque, elle n'en crée plus. Elle peut ainsi travailler indifféremment à l'I.N.S.E.E., dans une banque, dans des usines, etc. Elle sera dans tous les cas soumise à la même exploitation.

(2) En 1968.
(2) En 1966, pour une base 100 en 1958.

Abonnez-vous...

Nom		abonnement ordinaire :
Prénom		20 F pour 6 mois
Adresse		40 F par an
.....		abonnement de soutien :
.....		40 pour 6 mois
.....		80 par an
.....		abonnement pour
.....		l'étranger (par avion) :
.....		120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

Front de lutte du Pays Basque

En juillet dernier, des nouvelles alarmantes parvenaient dans les milieux autonomistes basques.

La répression franquiste qui n'a jamais cessé de sévir en Espagne s'abattait impitoyablement en Pays basque espagnol. Un tribunal d'exception se formait qui allait juger 15 militants de l'organisation autonome basque E.T.A., la peine de mort devait être demandée pour quatre d'entre eux.

Le mouvement autonomiste français ENBATA, alerta tous les partis politiques et les syndicats C.F. D.T., C.G.T. afin d'examiner ensemble les moyens possibles pour mener la lutte contre la répression franquiste en pays basque espagnol.

Les syndicats déclinaient l'invitation parce que « cela n'était pas l'affaire de l'action syndicale ». Le P. « C. » F. révisionniste mit deux conditions, que le secours populaire français et le secours catholique en prendraient la direction, mettant ainsi le Front sur des positions uniquement humanitaires, car dirent-ils, « nous ne voulons participer à aucune action qui motiverait l'intervention de la police ». L'autre condition, c'est qu'ils ne voulaient pas s'asseoir à côté d'ENBATA « mouvement réactionnaire » et des marxistes-léninistes « ces aventuristes » — ceux-ci sans doute pas assez réactionnaires à leur gré —. C'est ainsi que naquit le « Front de lutte du Pays basque contre la répression franquiste », groupant le Parti Socialiste, le P.S.U., le mouvement ENBATA, mouvement fédéraliste européen, le mouvement E.T.A., et les marxistes-léninistes (Humanité Rouge).

Le Front décida d'alerter l'opinion publique contre les nouveaux crimes de Franco. Plus de 50 000 tracts furent distribués dans le Pays basque, au fur et à mesure des nouvelles d'Espagne.

Un affichage massif expliquait le lien qui existe entre la répression franquiste contre le peuple basque en Espagne, et le chômage, la discrimination en Pays basque français.

Puis vint ce que le Front appela « La semaine de l'indécence ». A Saint-Jean-de-Luz chaque année les grandes fêtes de septembre sont mises sous l'égide d'un pays. Les autorités locales nullement gênées du régime fasciste de ce pays et par les tortures qui s'exercent sur des centaines d'hommes et de femmes à quelques kilomètres de là, mirent cette semaine en l'honneur de l'Espagne. Pas n'importe qu'elle Espagne, mais bien celle de Franco, les personnalités venues « tras los mundos », étaient toutes étroitement liées au régime. Le Front appela la population à boycotter ces fêtes. Des lettres furent adressées à tous les maires et conseils municipaux des communes autour de Saint-Jean-de-Luz ainsi qu'aux artistes participant aux festivités. Ce qui entraîna une protestation publique de ces dits maires. Certains affirmèrent plus tard avoir été induits en erreur. Il y eut des défections aussi parmi des artistes, évidemment pas celle de M. Pierre Fresnay dont les sympathies pour le régime fasciste s'étaient déjà manifestées sous l'occupation allemande.

Le résultat de cette campagne, si elle n'empêcha pas les spectacles prévus de se dérouler, fut que la ville de Saint-Jean-de-Luz fut quadrillée par un C.R.S. pour dix habitants. La police franquiste collabora, un colleur d'affiches emmené au commissariat fut alternativement questionné par la police française et franquiste.

Des mises en résidence assignée furent faites à l'encontre de tous les Basques espagnols réfugiés en France, susceptibles de quelques sympathies envers E.T.A. Après les fêtes, en violation complète du droit d'asile, nombre d'entre eux furent expulsés.

La ville fut littéralement investie, l'atmosphère y était lourde, les rues désertées, des grandes foules en particulier le dimanche matin où se tenait la messe des corsaires avec de nombreuses personnalités du régime. L'attente de on ne savait quoi, la crainte s'était substituée à l'ambiance de grande gaieté qui est la tradition à ces fils dans la jolie cité basque. L'activité intense du Front avait des échos favorables dans la population, et en particulier du côté espagnol. Le procès contre les 15 Basques dont 4 qui étaient menacés de mort fut repoussé plusieurs fois, et la date de sa tenue n'est pas encore fixée, mais le danger demeure et la vigilance s'impose.

La situation immédiate laissait un répit, le Front ne risquait-il par en se démobilisant de se désagréger ?

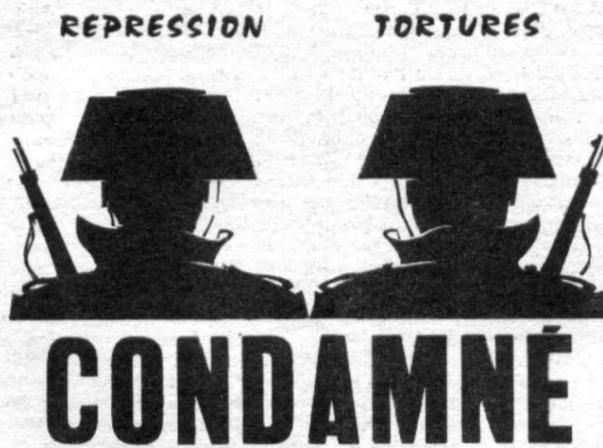
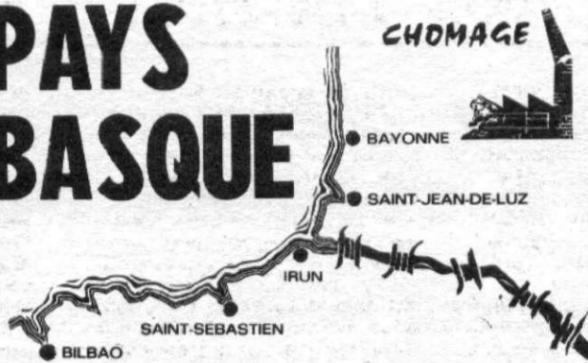
Une réunion fut organisée le 7 octobre dans un cinéma de Bayonne, avec la projection du film « Guernica ». Un nombreux public où dominaient les jeunes, put donner son avis sur l'action passée du Front, et sur les perspectives d'avenir.

Devait-on le reconduire avec les objectifs de lutte contre la répression franquiste en Pays basque ou l'élargir aux préoccupations de la situation en Pays basque français.

Les 300 ou 400 personnes présentes écoutèrent attentivement les différents orateurs et participèrent activement à la discussion. Si certains des arguments étaient de tendance nationaliste, la majorité des opinions se manifesta, y compris par les applaudissements, pour un élargissement du Front, pour fixer l'avenir en termes politiques avec option socialiste. Ce qui est aussi symptomatique, c'est l'accueil fait à un révisionniste qui dans la salle dit que de toute façon il faudrait que le P. « C. » F. rentre au Front « car sans lui, rien ne pouvait se faire dans le pays ». Les rires et les huées lui répondirent.

Un camarade marxiste-léniniste démontra que tout était lutte de classes. En culture, en politique, en économie capitaliste pour la société capitaliste, ou prolétarienne au service du peuple.

PAYS BASQUE



Le 7 octobre 1969, les autorités révisionnistes de Berlin-est ont organisé de grandes festivités pour célébrer le 20^e anniversaire de la fondation de la R.D.A.

En d'autres temps, nous aurions salué chaleureusement les 20 ans du premier Etat allemand des ouvriers et des paysans, sans exploiters, ni exploités.

Mais, au lieu de résister à la vague révisionniste qui submergea la majeure partie des Etats socialistes européens après le 20^e Congrès du P.C.U.S., la direction du S.E.D. (Parti de l'Unité Socialiste) et de l'Etat de la R.D.A. fit chorus avec le groupe Khrouchtchev-Brejnev, et tourna le dos au communisme.

Certains disent : « Que pouvaient-ils faire d'autre ? Occupée comme elle l'était par l'armée soviétique, susceptible d'être à tout moment l'objet d'un marchandage entre Khrouchtchev et les impérialistes occidentaux, la R.D.A. ne pouvait que s'incliner. » C'est là un singulier raisonnement.

Il est certain que les sociaux-impérialistes russes auraient cherché à imposer par tous les moyens, en R.D.A. comme ailleurs leur ligne de restauration du capitalisme. Mais l'exemple de la Chine Populaire non encore sortie du sous-développement, au moment de la rupture avec l'U.R.S.S., et en Europe, celui de l'Albanie, montrent que, pour des communistes véritables, il n'y a pas de force si grande soit-elle, qui puisse les contraindre à renoncer à leur idéal.

Mais les dirigeants de la R.D.A., s'ils furent autrefois de vrais communistes, sont devenus des bureaucrates sans âme, plus soucieux de se maintenir en place avec l'appui de leurs maîtres Khrouchtchev et Brejnev, que l'obtenir l'adhésion enthousiaste du peuple est-allemand aux idéaux du socialisme. L'actuelle servilité durera-t-elle toujours ? C'est fort douteux. En effet, grâce au haut niveau technologique et intellectuel du prolétariat de la R.D.A., grâce aussi aux sacrifices « demandés » au peuple, l'Etat est-allemand est devenu une des plus grandes puissances industrielles du monde, présent sur tous les marchés avec des produits de qualité.

Mais dans la mesure où Ulbricht et consorts ont tourné le dos au communisme (malgré leur affectation de rigueur doctrinale), leurs intérêts deviennent de plus en plus antagoniques à ceux d'autres pays ex-socialistes, tels que la Pologne, la Tchécoslovaquie ou l'U.R.S.S. De telles contradictions se sont déjà faites jour au Comecon. Une telle évolution ne pourra-t-elle aller qu'en s'approfondissant.

Cependant, dans l'immédiat, Brejnev et Ulbricht agissent de concert dans toutes les questions importantes de la politique internationale.

Les révisionnistes, aussi bien est-allemands que soviétiques, ont salué l'arrivée au pouvoir de Willy Brandt à



contre la répression franquiste

Pas de choix du peuple basque à l'indépendance ou à la fédération dans un régime capitaliste. Que d'autre part l'expérience du Front était intéressante, qu'elle devait être conservée et développée en posant tous les problèmes à la base, afin de représenter la validité et l'intérêt des larges couches des travailleurs. Qu'il était vrai, que les organisateurs du Front avaient des composants différents, et des désaccords inévitables, mais que des actions communes, limitées, pouvaient être renouvelées et menées pas à pas en tenant compte de la situation du moment.

Que ces actions se plaçaient dans la lutte pour le socialisme. Que le fascisme avait une forme de dictature militaire et de répression en Espagne, mais que chez nous aussi nous avions un fascisme larvé qui n'attendait que l'occasion pour ressembler au franquisme, nous l'avons bien vu aux événements de mai.

Que le Front de lutte du Pays basque pouvait et devait mener la lutte contre la répression franquiste, et les menées du pouvoir capitaliste contre les masses laborieuses françaises. Chômage en Pays basque en particulier, vie chère, etc.

Les applaudissements ont démontré que l'on pouvait aller dans cette voie. Il a été convenu de renouveler ce genre de réunion avec large discussion dans d'autres villes du Pays basque.

D'autre part, le Front décidera de son option future à la prochaine réunion. Cette expérience nouvelle peut et devrait se développer. Le Front doit continuer et mener son action avec l'appui des masses à la base.

LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE A 20 ANS !

Bonn comme un succès des « forces démocratiques » (la formule est de Brejnev) et se sont déclarés prêts à pactiser avec l'Etat des monopoles ouest-allemand, à condition que celui-ci consente à quelques gestes, tels que :
— la reconnaissance de la R.D.A. et des frontières (Oder-Neisse, limites entre les deux Etats allemands) ;
— une négociation officielle du statut de Berlin-ouest ;
— l'abandon de la doctrine Hallstein (boycott diplomatique de la R.D.A.) ;
— la signature du traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Les trois premiers de ces gestes ne feront que consacrer un état de fait qu'impérialistes et sociaux-impérialistes sont d'accord pour considérer comme définitif. Quant au dernier, il s'intègre dans la politique américano-soviétique de co-dominance mondiale basée sur le monopole des armes nucléaires.

Les dirigeants sociaux-démocrates allemands, ainsi que nous l'indiquons la semaine dernière, paraissent décidés à faire les concessions demandées avec l'accord des monopoles ouest-allemands. La reconquête des marchés de l'Europe centrale et orientale, nouvelle version de la « Marche vers l'Est » (Drang Nach Osten) vaut bien une messe !

Mais à l'est comme à l'ouest, le peuple allemand sait de mieux en mieux à quoi s'en tenir sur le « socialisme » de Willy Brandt, naturalisé norvégien pendant la guerre, maire de Berlin-ouest, aux pires moments de la guerre froide antisoviétique, au temps où l'U.R.S.S. était encore un Etat socialiste — ou sur le socialisme de l'ancien S.A. Karl Schiller. Il sait aussi ce que vaut le « socialisme » d'Ulbricht, Honnecker et Stoph, anciens communistes, devenus bureaucrates révisionnistes, à la fois tyrans et marionnettes.

Le jour n'est pas si éloigné que d'aucuns le croient, où ce peuple abattra ses gouvernants traîtres et fantoches de Bonn et de Pankov et instaurera dans toute l'Allemagne, un socialisme véritable, rigoureux et libérateur.

C'est pourquoi, en ce 20^e anniversaire de la R.D.A., nos pensées ne vont pas vers les visages grisâtres des chefs révisionnistes qui occupent le devant de la scène à Berlin, en ce 7 octobre.

Elles vont vers Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, massacrés par la réaction, Edgar André, décapité à la hache, Ernst Thälmann, assassiné, et les milliers de prolétaires, d'intellectuels et de paysans allemands, communistes, socialistes ou chrétiens, assassinés par les nazis. Et nous saluons avec confiance et espoir, les travailleurs et les jeunes intellectuels révolutionnaires allemands qui, à l'est comme à l'ouest, ont repris fermement en mains le drapeau rouge du communisme, en fondant un authentique Parti communiste marxiste-léniniste et en publiant un véritable journal révolutionnaire « Matin rouge » (Roter Morgen).

2 mai 1945 : La glorieuse Armée rouge plante le drapeau soviétique sur le Reichstag nazi ; sous la conduite de Staline elle vient de libérer les prolétariats d'Europe centrale en écrasant les hordes hitlériennes

LA PLUME A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS...

C.D.H.R.
Paul-Valéry

Paris, le 26 septembre
Chers camarades de l'H.R.,
Encore une fois sur la lutte
idéologique.

Le n° 26 vient nous donner l'occasion de « mettre une nouvelle fois sur le tapis » un préoccupant problème qui nous a engagés dans trop d'erreurs de jugement, a suscité trop de controverses au sein du Cercle pour que nous ne le réglions pas une fois pour toutes.

Nous avons été de ceux, qui, comme le rappelle utilement l'H.R. n° 26, ont été néfastement influencés (bien qu'inconsciemment), par les groupuscules intellectuels qui se sont multipliés marginalement dans le mouvement M.L., et par leurs sophismes sur la question de l'organisation et de l'unification.

Ceci d'autant plus facilement que nous étions nécessairement empreints d'une mentalité petite-bourgeoise de lycéens qui était un bel appât pour l'hameçon de « Ligne Rouge », par exemple, que nous avons bien failli mordre. Dès « L.R. » n° 2, nous avions certes décelé ce que recouvraient en fait les « magistrales » et indigestes analyses dogmatistes et théoriciens du n° 1, à savoir une ligne foncièrement opportuniste et gauchisante, résultat inévitable de ces ergotations « dans l'absolu » et coupées de toute pratique de lutte de classe.

Mais nous ne l'avons pas tout de suite rejeté en bloc, notamment sur la position de ce groupe vis-à-vis des problèmes d'unification. La non-motivation par l'H.R. de son silence sur cette faction ne nous a — il faut le dire — pas aidés, et au contraire : En témoigne la lettre que nous vous avons envoyée en juin dernier et de laquelle nous tenons fermement à nous autocritiquer, en particulier sur la pseudo « tendance à l'empirisme en matière d'organisation », dont H.R. était accusé.

Avec la condamnation explicite (encore que tardive !) par l'H.R. de l'anarcho-spontanisme anti-M.L. de la G. « P. » ; avec la lecture des élucubrations croissantes des « L.R. » (« Feu sur l'éditorialiste de l'H.R. !... »), et enfin, avec la précieuse (mais également tardive) mise au point du n° 23, nous avons reconnu la justesse de vos positions.

En effet, qu'il s'agisse — De la faction anarchisante de la C.D.P. et de son activisme petit-bourgeois ;

— Des sectaires dogmatiques gauchissants de « Ligne Rouge » ;

— Du groupe « La Voix Populaire », dégénéré du C.M. L.F.-flic, dont on peut s'étonner qu'il trompe un certain nombre de travailleurs ;

— De « Vive le Communisme » et de son libéralisme incorrigible (qui lui est réellement éclectique et empiris-

te en matière d'organisation!) ;

Il est évident que toutes ces chapelles, héritage d'un lourd passé de déviation opportuniste à l'ex-U.J.C.M.L., ont en commun :

1° Un fractionnisme délibéré, refusant la nécessité du Parti (quel que soit le prétexte invoqué) ;

2° Des lignes politiques corrélativement erronées, ou même franchement idéalistes et anti-marxistes (C.D.P.) ;

3° Aucune pratique de masse suivie, d'où une influence plus restreinte encore.

Ceci dit, et la lettre de la camarade du n° 26 et celle des correspondants de la CODER doivent être prises en considération, il nous paraît nécessaire :

— De ne pas oublier que les contradictions nous opposant aux camarades de ces groupes (à des degrés divers, selon le cas), se situent au sein du peuple (là aussi, nous devons avoir tort), et que leur anti-révisionnisme n'est pas contestable, même s'il donne jour à des idéologies incorrectes, qui, objectivement et à longue échéance, servent le révisionnisme et s'en rapprochent, malgré toute apparence.

— En conséquence, de résoudre ces contradictions comme le recommande H.R. n° 26, par voie de discussions et de persuasion à la base et non par des anathèmes au sommet, voire des actes violents. (Ce qui a du reste trahi les dirigeants de « L.R. » et de la C.D.P.).

— Pour ce faire, d'établir effectivement une distinction entre la majorité des éléments abusés par l'intellectualisme, et sincères (nous en connaissons), même si ce ne sont que des étudiants, et la poignée de gens certainement plus conscients qui les mènent.

— De recourir bien plus à la défense par l'expérience de la juste ligne de H.R., qu'à la vaine polémique coupée de la pratique de classe et de masse, comme H.R. l'a expliqué. En choisissant notre terrain de lutte, nous choisissons en même temps le terrain de lutte correct.

Que le danger représenté par ces groupes soit secondaire, c'est indéniable, surtout après les sabotages récents de luttes ouvrières par les kollabos-pontes de la C.G.T. La tâche qui, partout, doit passer au premier plan dans la lutte politique est bien : « Arracher la classe ouvrière à l'influence paralysante du révisionnisme moderne ».

Mais un front secondaire n'est pas un front fantôme ; aussi proposons-nous concrètement :

— De poursuivre dans le journal, cette fois, la lutte idéologique et la dénonciation pratique (Argenteuil, récemment), contre la G. « P. », qui constitue, à l'intérieur même de ce mouvement déviationniste, un danger principal. A cet égard, nous pensons, au con-

traire de la camarade du n° 26 que la lutte contre les anarcho-spontanistes n'a jamais été menée sur tous les plans par H.R. (attitude vis-à-vis de la fascisation, par exemple).

— De publier, sous forme de brochure-supplément, une mise au point globale et définitive qui, ainsi, pourra servir de document de référence pour procéder « à la base » à la désintégration des fractionnistes et à leur ralliement.

Enfin, nous pensons que l'excellent article sur les M.L. paru dans le n° 21 aurait pu s'intégrer à une étude générale du P.S.U.

Salutations marxistes-léninistes.

P.S. : Bravo pour la brochure du camarade Delrue sur la S.N.C.F., et aussi pour celle sur le président Hô, qui sont passionnantes et de grande utilité idéologique.

Chers camarades,

Nous vous faisons part de notre point de vue concernant la note du comité de rédaction publiée en réponse à une lettre des camarades d'Hyères dans H.R. n° 26.

1. Nous sommes d'accord avec vous pour dire que : « l'activité de groupes aux conceptions idéologiques erronées peut tromper des militants honnêtes et sincères et jeter parmi eux la confusion la plus néfaste ». C'est le cas, semble-t-il, des camarades d'Hyères, au vu de leur lettre. Qu'en penser ? Non pas s'en imiter, mais comprendre qu'il s'agit-là d'une manifestation « naturelle, normale » de la lutte des classes dans le domaine idéologique, qui est toujours très complexe.

Rien d'étonnant à ce qu'un certain nombre d'idées erronées émises régulièrement par les différents groupes en question (« Ligne Rouge », « Vive le Communisme », etc.) se manifestent jusque dans nos propres rangs, en particulier parmi les camarades étudiants et peu avertis par l'expérience.

2. Une fois qu'on a reconnu ce fait, il s'agit de définir le meilleur moyen de combattre ces conceptions idéologiques erronées afin qu'elles n'aient pas d'action néfaste parmi nous.

Nous sommes d'accord quand vous dites à ce sujet : « Les déviations de droite ou de gauche du marxisme-léninisme constituent des dangers secondaires, que nous ne sous-estimons pas, mais que nous désirons réduire et solutionner par l'argumentation, la persuasion, la conviction en direction des militants de base trompés. » C'est tout à fait conforme à l'enseignement du président Mao, c'est la bonne méthode : « Il est hors de doute que nous devons soumettre à la critique toute espèce d'idées erronées. Certes, on ne peut renoncer à critiquer les idées erronées et les regarder tranquillement se répandre partout et s'emparer du marché — toute herbe véné-

neuse est à combattre —, mais cette critique ne doit pas être dogmatique ; il faut écarter la méthode métaphysique et faire tout son possible pour employer la méthode dialectique. La critique nécessite l'analyse scientifique et une argumentation pleinement convaincante. » (Petit Livre Rouge, pp. 60-61).

3. Cependant, nous ne sommes plus d'accord lorsque vous dites : « Etudier et assimiler dans l'action la ligne prolétarienne de l'H.R. doit amplement « suffire » pour réduire à néant les prétentions idéologiques et politiques des groupes en cause caractérisés par l'intellectualisme petit-bourgeois ».

Nous sommes convaincus que l'essentiel c'est effectivement l'assimilation (avant tout par la pratique militante) de la ligne de l'H.R.

Mais cela n'empêche pas que d'une façon ou d'une autre (il y en a certainement plusieurs exemples), certaines idées erronées, non-prolétariennes se reflètent dans nos rangs. C'est un des aspects de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat.

Aux camarades influencés par ces idées et ces groupes, il faut que nous donnions toujours des explications patientes, que nous les aidions en critiquant avec eux les idées fausses des différents groupes en question, si vraiment nous voulons « réduire à néant leurs prétentions idéologiques et politiques ». Si nous ne faisons pas ce travail sérieusement, la confusion ne fera qu'empirer dans la tête de ces camarades.

La critique argumentée de ces idées et de ces groupes ne peut d'ailleurs qu'affermir et enrichir notre ligne et notre compréhension politique. C'est par la pratique, par la mise en application de notre ligne, par notre participation de plus en plus consciente à la lutte de classe que nous progresserons, mais aussi par la lutte contre toutes ces déviations, même les plus anodines. Lénine et Mao nous enseignent que le marxisme et la révolution se sont développés par la pratique du prolétariat, mais aussi par et dans la lutte contre tous les courants révisionnistes de droite ou de « gauche ».

Notre juste ligne prolétarienne elle-même ne s'est-elle pas édifiée dans la lutte, sur le terrain idéologique, contre le révisionnisme moderne, principalement, et aussi contre d'autres courants erronés, tel celui représenté par l'ex-U.J.C. (M.L.).

4. En conclusion, nous proposons donc que soit entreprise la critique, chaque fois que c'est un besoin d'un certain nombre de camarades afin qu'ils y voient plus clair et aillent de l'avant, des idées fausses avancées par les différents groupes en cause.

Bien sûr, cette tâche est secondaire. Il n'est pas non plus

indispensable que des articles sur ce sujet figurent dans H.R. Bien des lecteurs, sans doute, n'y sont pas intéressés au premier chef. Ils pourraient donc être publiés à part. Vous êtes les meilleurs juges.

5. Pour vous donner un exemple : nous avons un camarade du cercle H.R. qui a lu la brochure « Vive la révolution ». Il a été influencé par certaines critiques qui étaient faites à la ligne d'H.R. dans cette brochure. Pour que ce camarade ait les idées parfaitement claires, nous avons discuté avec lui de cette brochure, en en faisant la critique. Il est tombé d'accord.

Concernant le contenu de la lettre des camarades d'Hyères :

— leur affirmation selon laquelle dans l'étape actuelle, l'aspect principal du mouvement marxiste-léniniste serait la division nous paraît superficielle.

Affirmer qu'il y a en France plusieurs groupes politiques se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao est une chose. Affirmer que le mouvement M.L. est divisé en est une autre.

Le président Mao nous apprend que l'essentiel dans la dialectique matérialiste, c'est le concept : « Un se divise en deux ». La société se divise en prolétariat et bourgeoisie ; les idées en idéologie prolétarienne et idéologie bourgeoise. Entre les deux, il y a lutte.

Le mouvement M.L. lui-même n'échappe pas à cette loi : il y a parmi nous des idées justes et des idées fausses (reflet de l'influence bourgeoise).

L'unité des marxistes-léninistes ne peut se réaliser qu'autour des idées justes, qu'autour d'une ligne juste ; cette ligne c'est celle que défend l'H.R. et il n'y en a pas 36 (il n'y a qu'une ligne prolétarienne).

Parler d'une division du mouvement M.L. n'a donc pas grand sens. Il ne peut pas y avoir plusieurs lignes justes qui se joindraient au bout d'un certain temps. Le concept « Deux se rejoignent en un » est un concept bourgeois ; il signifie la collaboration de classe (= le prolétariat et la bourgeoisie s'accordent) et non la lutte de classe.

L'unité de tous les révolutionnaires sincères, de tous ceux qui veulent s'inspirer du marxisme-léninisme, de la pensée maotsetoung, ne peut se faire que par la lutte et la critique et elle ne peut se faire que sur une base, celle du marxisme-léninisme et de son application correcte à nos conditions. C'est cette base que défend H.R.

A nous d'expliquer et de prouver la justesse de notre ligne.

Militants H.R.
de la Loire-Atlantique.

(suite de la page 9).

ouvrière, le rôle dirigeant de la classe ouvrière ne peut s'affirmer pleinement et des illusions graves peuvent naître ; par exemple l'idée peut se développer selon laquelle ce sont les intellectuels, les étudiants, voire les fractions les moins exploitées du prolétariat qui sont les forces révolutionnaires dirigeantes. Or les mouvements de masse à base de classe petite bourgeoise s'essouffent et piétinent partout où la direction du prolétariat ne s'est pas affirmée à travers son avant-garde. Car la place de la petite bourgeoisie dans les rapports sociaux fait qu'elle est condamnée à l'instabilité tant qu'elle n'est pas dirigée par le prolétariat ; rebelle à l'esprit d'organisation et individualiste la petite bourgeoisie livrée à elle-même est incapable de poursuivre une lutte prolongée, méthodique, étape par étape.

Souvent les étudiants jouent un rôle important dans les premiers pas d'un mouvement révolutionnaire naissant ou renaissant ; souvent des intellectuels, des artisans, des ouvriers venant des catégories les moins exploitées jouent un rôle très important dans la constitution, ou la reconstitution des avant-gardes communistes. Mais le mouvement révolutionnaire ne peut progresser, se déve-

lopper que si ces éléments fusionnent avec les plus exploités, que si les plus exploités des travailleurs en viennent à prendre en mains eux-mêmes leur combat. C'est là une loi marxiste.

Notre avant-garde marxiste-léniniste appréciant correctement la classe ouvrière comme force principale et force dirigeante de la révolution a formulé un mot d'ordre central : arracher la classe ouvrière au révisionnisme. Sans cela la révolution ne peut vaincre. Pour cela le travail principal, le maillon décisif est le renforcement, le développement de noyaux d'ouvriers d'avant-garde, l'édification de l'avant-garde marxiste-léniniste dans la classe ouvrière et tout particulièrement parmi les plus exploités.

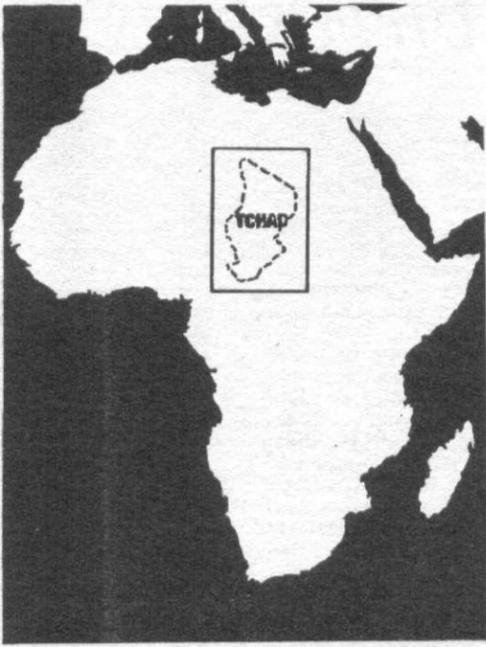
Cette dernière tâche est d'une importance capitale pour que s'exerce le rôle dirigeant que doit et peut jouer la classe ouvrière. Car l'édification d'une avant-garde dans la classe ouvrière n'est pas seulement un moyen pour arracher au révisionnisme la classe ouvrière. C'est aussi le levier principal pour donner une orientation juste, des perspectives cohérentes au mouvement révolutionnaire dans les autres classes, en premier lieu dans la jeunesse intellectuelle.

Le travail dans la classe ouvrière est le travail principal. Est-ce à dire que l'on va axer tout notre travail dans la

classe ouvrière et quand celle-ci aura été arrachée à l'influence révisionniste travailler à diriger, organiser les autres fractions du peuple ?

Ce schéma est typiquement dogmatique. La vie, la réalité du développement des choses est tout autre. Ici la loi est celle du développement inégal. Par exemple les idées révisionnistes, du fait de conditions particulières, sont bien plus faiblement implantées chez les étudiants. L'on peut d'ores et déjà penser à placer la fraction progressiste des étudiants sous la direction du prolétariat, à travers son avant-garde, alors que la classe ouvrière n'est pas encore arrachée à l'influence révisionniste. Seule la direction du prolétariat par son avant-garde peut guider dans une voie correcte le mouvement des étudiants.

Partout où cette direction n'existe pas le mouvement s'enlise, partout où elle existe il progresse. A l'heure actuelle le danger « de droite » c'est-à-dire la sous-estimation du rôle dirigeant de la classe ouvrière, la sous-estimation du rôle et de la nécessité de l'avant-garde pour exercer cette direction, constitue le danger principal. Mais la déviation inverse de type dogmatique et sectaire peut entraver également notre action.



L'ensemble du continent africain est depuis des siècles la plus grande victime de l'impérialisme européen : déportation de dizaines de millions d'esclaves, pillages économiques, travail forcé, migrations forcées, « chair à canon » depuis 1914-1918 et enfin, réservoir de main-d'œuvre pour les industries européennes.

Telle fut l'œuvre des armées coloniales françaises, anglaises, portugaises, espagnoles, complétées par celles de leurs missionnaires en pays dits « païens ». Cependant qu'en pays musulmans les occupants cherchaient à s'appuyer sur la hiérarchie féodale pré-existante.

Au cœur de ce continent aujourd'hui dressé contre l'impérialisme, le Tchad symbolise cette histoire, avec sa position stratégique, ses frontières aberrantes, son économie de fournisseur d'industries françaises, ses populations dispersées, exploitées sauvagement (élevage du bétail, culture du coton); population divisées entre islamiques au nord et au centre, « païens et christianisés » au sud et à l'est, divisées aussi entre arabophones et... francophones, et aujourd'hui, surtout, entre valets du colonialisme — une infime minorité de « parvenus » — et masses populaires qui ont repris depuis des années la lutte contre les fantoches et contre l'occupant.

Celui-ci, la France coloniale, n'a pas interrompu sa présence depuis 1900. La « décolonisation » de 1960 a consisté à mettre en place de dociles marionnettes capables de dire, quand rien ne va plus : « Si le besoin s'en fait sentir, je ferais appel à de nouveaux renforts de l'armée française, « en qualité et en quantité » (Tombalbaye, août 1969).

Et, aujourd'hui, parce que deux peuples, l'un, de nomades au nord, l'autre de sédentaires au sud, se sont soulevés contre l'autorité fantoche de la même manière que la population du Sud-Vietnam s'était soulevée contre le fantoche Diem, l'impérialisme français envoie ses mercenaires tuer et piller nos frères du Tchad ! Non, le peuple de France ne doit pas tolérer de nouvelles exactions de l'impérialisme français ! Que partout se développe une large campagne d'information et de dénonciation des crimes commis au Tchad par ceux qui nous dirigent.

Vive la lutte armée des populations du Tchad !

A bas l'impérialisme français !

Nous avons reçu d'un tchadien un important dossier sur le Tchad. Nous en extrayons l'article suivant, qui a déjà fait l'objet d'une publication dans un magazine mensuel (« Le Fait public »).

Nous reviendrons la semaine prochaine sur le développement de la lutte armée des peuples du Tchad, sous la bannière du FROLINA (Front de Libération Nationale du Tchad).

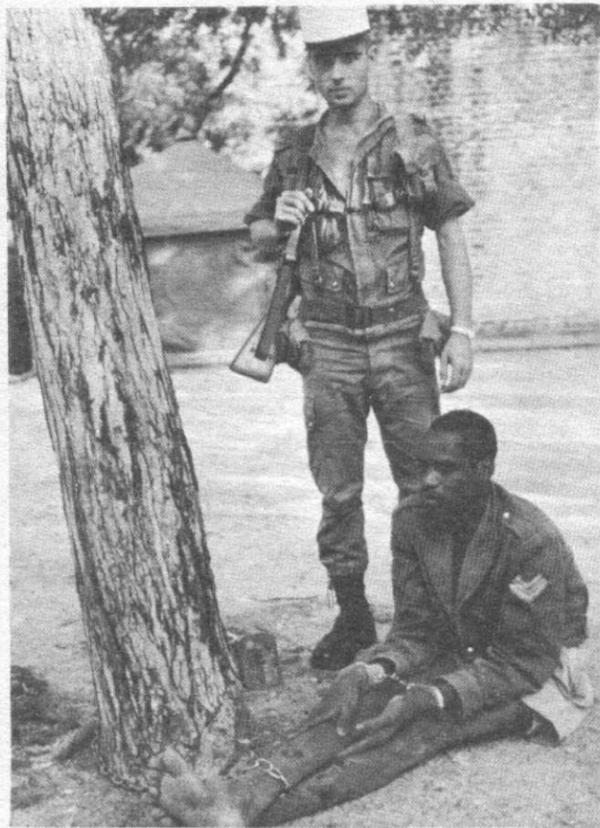
SALE GUERRE IMPÉRIALISTE AU TCHAD

République « indépendante » depuis le 11 août 1960, le Tchad a une superficie de 1 284 000 km², plus de 3 500 000 habitants et des frontières communes avec la Libye, le Soudan, la République centrafricaine, le Cameroun, le Nigeria et le Niger.

Le Tchad : 50 % de musulmans, 45 % d'animistes, 5 % de chrétiens.

Déficit annuel de la balance commerciale : 4 milliards de francs C.F.A. (8 milliards d'anciens francs). Produit national par habitant : 35 000 anciens francs (par an).

L'histoire du pays est fertile en événements et en faits d'armes qui illustrent le courage et la résistance du peuple tchadien aux envahisseurs étrangers. On relève notamment les batailles de Toughbaon et Kono (1899), Bir-Alah (1900-1907), Abéché (1909) et Dar Sila (1916). Plus près de nous, il faut mentionner Bébaïem (avril 1952), et Doba, entre autres.



L'impérialisme français en action...

L'histoire politique, relativement simple, se résume, de 1946 à 1956, en une lutte entre le parti « progressiste » tchadien (P.P.T.), section locale du R.D.A. de Félix Houphouët, dont le leader était au départ un administrateur d'origine antillaise, Gabriel Lisette, et l'U.D.T. (Union démocratique tchadienne) correspondant au R.P.F. de Béchir-Sow. En 1953, cependant, Koullamalah créait un nouveau parti : le M.S.A. (Mouvement socialiste africain) implanté surtout dans le nord du pays.

Le plus souvent, les partis ont renforcé les différenciations ethniques et religieuses : ainsi, les « saras » sont P.P.T. et les musulmans M.S.A. Il faut remarquer enfin que tous les partis tchadiens sont des partis de « cadres ». A l'ancienne aristocratie européenne et traditionnelle de l'U.D.T. correspondent la bourgeoisie administrative du P.P.T. et la bourgeoisie commerçante ou religieuse du M.S.A. Les différences idéologiques, si elles existent, sont accessoires et superficielles et elles s'effacent le plus souvent derrière les questions de personnes. Le peuple, non averti et inorganisé, ne participe pas, fondamentalement à la vie politique.

L'« INDEPENDANCE » DE 1960.

C'est dans le contexte de l'affaiblissement de l'impérialisme français et international que survint « l'indépendance », le 11 août 1960. Alors, le P.P.T. s'est très vite imposé comme parti unique ; en fait tout d'abord, puis de jure en 1964. L'opposition est baillonnée, dépossédée de ses moyens politiques. Les problèmes, eux, demeurent.

La proclamation de « l'indépendance » juridique n'a pas arrêté la dégradation de la situation politique.

● En 1961. Rébellion au Logone (région relativement politique), mais comme l'a fait le gouvernement français en massacrant lâchement la population de Bébaïem, le gouvernement de Tombalbaye n'a pas hésité à utiliser l'armée française, à décimer la population de Krim-Krim et de Bebidja et à mater ainsi la rébellion dans tout le Logone. Par la suite, malgré les exactions de l'armée française et la présence d'un ministre résident à Moundou, les habitants de cette région ne devaient pas cesser pour autant de manifester leur hostilité au pouvoir central et aux occupants.

Enfin, le gouvernement arrêtait les leaders logonais, tel que Mougnaï, et divisait le Logone en trois préfectures en invoquant « l'incapacité des Logonais à se gouverner » alors que le Logone avait, à l'époque, des dirigeants authentiquement représentatifs et écoutés.

● 1962. L'Association des étudiants tchadiens en France cesse d'être reconnue par le gouvernement. Son journal *Etudiant tchadien* est interdit au Tchad.

● Août 1963. Le docteur Outel Bono et 29 autres Tchadiens sont arrêtés. Les uns sont condamnés à mort, d'autres à des peines d'emprisonnement.

● 16 septembre 1963. L'opposition organise une manifestation à Fort-Lamy. Une fusillade des forces de l'ordre fait plus de 100 morts. Les leaders de l'opposition sont arrêtés. Les rangs des mécontents ne cessent de s'étoffer.

● 1965. Trois ministres sont arrêtés, ainsi qu'un député. Les bourses de treize étudiants membres du comité exécutif de l'Association des étudiants tchadiens en France sont supprimées. Ils avaient publié des articles décrivant la situation au Tchad.

● Novembre 1965 : Mangalmé.

Mangalmé est un repère important dans l'histoire récente du Tchad. C'est le nom d'une grosse bourgade du pays Ouadaï. Mais c'est surtout une date : novembre 1965. La population de la région faisait la grève de l'impôt depuis des années. Ni les menaces, ni les sanctions ne réussissaient à la faire céder. A Fort-Lamy on décida alors de mater les habitants de Mangalmé par la force. La répression a été très dure. Selon certaines informations, il y aurait eu plusieurs centaines de victimes.

Depuis, il y a eu d'autres Mangalmé, mais celui-là fut le premier signe, le premier refus de reconnaître l'autorité du pouvoir central.

UN REGIME POLICIER

Au total, le gouvernement tchadien a instauré un régime policier, bafoué les libertés démocratiques et assis le tribalisme entretenu par la classe politico-administrative au pouvoir. Le peuple tchadien n'est plus en mesure de réagir. Les prisons sont surpeuplées et la population systématiquement encadrée et terrorisée par les agents de renseignements. Le climat est tel que lorsque la libération de détenus politiques est décidée, ce n'est, paradoxalement, que pour pourvoir à quelques postes politiques, si grande est la carence des cadres. C'est ainsi que certains opposants au régime sont pris dans le quadrillage de la politique de corruption hautement organisée. Dans le milieu gouvernemental, on parle de la « Démocratie », mais les populations s'observent de peur d'être dénoncées comme subversives. Les dernières arrestations de patriotes montrent bien que le Tchad avance lentement vers une dictature plus ou moins fascisante.

Cependant, au sein de la population exaspérée, quelques dissidents s'organisent et prennent les armes.

LES TROUPES FRANÇAISES STATIONNEES AU TCHAD

Depuis la signature des accords militaires d'août 1960, Fort-Lamy demeure la seule base d'Afrique noire — avec Dakar — où stationnent des troupes françaises d'une manière permanente.

Officiellement, il n'y a eu pendant de longues années que 800 hommes à Fort-Lamy, renouvelés par roulement. Un détachement aérien s'y trouve également en détachement ; il s'agit en principe d'avions de transport et de reconnaissance.

Fort-Lamy est une base d'intervention, une base-chien de garde. De là, sont partis les contingents sollicités, en

février 1964, par M. Léon M'Ba, le président gabonais, puis l'année dernière par le général Bokassa, le chef d'Etat centrafricain.

Mais les événements survenus à Libreville, puis à Bangui, étaient loin d'avoir l'ampleur et la gravité de la situation à laquelle le président Tombalbaye a dû faire face. L'année dernière, une première fois, le président tchadien a fait appel à la France. C'était à la fin du mois d'août, il y a juste un an. En plein été saharien, dans les montagnes du Tibesti, il s'agissait de « nettoyer » toute cette frange de près de mille kilomètres le long de la frontière libyenne des toubbous insurgés.

En avril dernier, la France envoyait des renforts à la demande de Fort-Lamy. Officiellement il n'a jamais été question que d'un contingent de 250 hommes (Légion et infanterie de marine) venus du Sud-Ouest et partis de Nice. Mais aujourd'hui il se trouve en fait quelque trois mille soldats français au Tchad, appuyés par une force aérienne basée à Fort-Lamy et un appui logistique permanent également apporté à l'armée tchadienne (estimée à trois mille hommes, insuffisamment entraînés et encadrés.)

Le mois dernier le président Tombalbaye déclarait que « si le besoin s'en faisait sentir » il ferait appel « en quantité et en qualité » à de nouveaux renforts français.



Partout, en Afrique, la lutte armée (ici en Guinée portugaise).

Il est paradoxal qu'un président de la République élu avec une « majorité écrasante » de 93 % doive affronter une situation politique intérieure aussi précaire. Il n'y a pas de doute : les votes ont été truqués. L'administration coloniale a bien utilisé ce système et il est efficace. L'élection du président de la République au suffrage universel, dans le contexte actuel, est une farce grossière et une injure au peuple tchadien. Dire que le suffrage universel ou le « référendum » donnent une conscience politique au peuple est une simple escroquerie. En fait, il faut ajouter que la situation intérieure ne permettait pas que les élections aient lieu normalement. C'est pourquoi le recours aux forces impérialistes françaises et ensuite au « référendum » a été décidé.

La France considère le Tchad comme une chasse gardée où ses intérêts sont menacés. L'envoi de deux anciens colons (le gouverneur de la France d'outre-mer, M. Lami, et le général Arnaud) que le président Tombalbaye a qualifiés pour la circonstance d'« Africains de longue date », pour réorganiser, a-t-on dit, l'administration tchadienne et l'armée nationale, n'est que prétexte. On sait que, depuis leur arrivée, le Tchad possède deux gouvernements genre Vietnam : l'un civil, pour régler les affaires courantes, et l'autre militaire (forces françaises), pour s'occuper du reste. Ce dernier a tous les pouvoirs et, semble-t-il, ne consulte le président de la République du Tchad que pour les décisions mineures.

La Semaine Prochaine :

Recolonisation française — Lutte armée